

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Cessez de nous prendre de haut!

Bilan de la Conférence de Munich sur la sécurité 2019

par Karl Müller

Ces derniers jours, j'ai lu deux sortes de textes différents. D'une part le livre intitulé «Oliver Stone. Conversations avec Poutine» (ISBN 978-2-22640-249-3) relatant les visites à quatre reprises du réalisateur, scénariste et producteur américain *Oliver Stone* au président russe *Vladimir Poutine* entre juillet 2015 et février 2017 et l'enregistrement des interviews avec lui pendant plusieurs jours pour un film documentaire. Ces interviews sont disponibles en français depuis novembre 2017 et en allemand depuis septembre 2018 sous forme de livre. D'autre part, je me suis approfondi dans les discours de nombreux hommes politiques présents à la Conférence de Munich sur la sécurité de cette année, en particulier ceux de la chancelière allemande *Angela Merkel* et de la ministre allemande *Ursula von der Leyen*, du ministre britannique de la guerre *Gavin Williamson*, du vice-président américain *Michael Richard Pence* et de l'ancien vice-président américain *Joseph R. Biden*, mais aussi ceux du ministre russe des Affaires étrangères *Sergeï Lavrov* et de *Yang Jiechi*, le représentant de la République populaire chinoise. Ces discours sont faciles à trouver sur le site Web de la Conférence sur la sécurité (<https://www.securityconference.de/aktivitaeten/munich-security-conference/msc-2019/reden/>), le discours de *Joseph R. Biden* jusqu'à présent uniquement sous forme de vidéo (<https://www.securityconference.de/en/media-library/munich-security-conference-2019/video/statement-by-joseph-r-biden-jr-followed-by-qa/>).

Une OTAN forte au lieu d'une Charte de l'ONU?

Ces discours et l'événement de Munich dans son ensemble ont laissé les impressions suivantes:

- La première apparition du chef de la Conférence sur la sécurité, *Wolfgang Ischinger*, dans un pull bleu à capuche avec les étoiles de l'UE sur le devant, semblait presque grotesque. Si c'est ainsi que l'unité de l'UE doit être évoquée – avec un pull à capuche – alors l'ingéniosité n'est plus vraiment grande.
- Parmi les représentants des grandes puissances, seul *Yang Jiechi*, membre du Politburo du Parti communiste chinois, chargé des relations extérieures, a explicitement fait référence à la Charte des Nations Unies. Pour la Chine, la Charte est la base indispensable pour régler et façonner les relations internationales. Les représentants des pays de l'OTAN n'avaient pas cette référence. Ils étaient intéressés uniquement par l'OTAN, une alliance militaire aussi bien équipée que possible et préparée aux conflits futurs avec ses «concurrents». Tant le vice-président américain que le ministre britannique de la Guerre ont expressément parlé de leur prétention au «leadership» dans le monde; les représentants de l'Allemagne veulent diriger de manière «multilatérale», mais néanmoins contre (!) les «concurrents». Les représentants de l'OTAN ont exigé la subordination à un «ordre fondé sur des règles»,¹ ce qui signifie très probablement les «règles» érigées par eux-mêmes et non pas la Charte des Nations Unies et le droit international; car ces derniers obligent à renoncer à l'usage et à la menace de la force dans les relations inter-étatiques, garantissent la souveraineté des Etats ainsi que le droit des peuples à l'autodétermination et exigent le même droit pour tous les Etats, grands et petits.

Ministre britannique de la Guerre s'efforce de diaboliser la Russie

- Il est intéressant de noter que cette année, on a prié les ministres de la guerre allemand et britannique d'ouvrir conjointement la conférence. *Ursula von der Leyen* n'a rien dit de nouveau. Elle a conjuré l'unité de l'OTAN, promis davantage de dépenses allemandes pour l'armée, encore plus de participation allemande à des activités guerrières, la fin des restrictions de la politique d'exportation des armes et la fin de la «retenue» allemande prévalant jusque-là. Le fait qu'elle ait accusé la Russie d'agressivité fait désormais partie de ses critères – mais elle n'a pas dit grand-chose de plus sur la Russie. Cela s'appliquait d'ailleurs à tous les intervenants allemands. Le politicien britannique fut très différent. Non seulement il a parlé du monde en espérant un «leadership» britannique – ce qui, soit dit en passant, n'a été confirmé par aucun autre orateur –, mais il a aussi brossé un tableau très sombre de la politique russe et n'a pas ménagé ses menaces. Sinon, il était tout à fait d'accord avec son homologue allemand. *Willy Wimmer*, ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense, dans un commentaire rappelant un message radio de la Royal Navy à l'Allemagne impériale: «Amis hier, amis aujourd'hui, amis pour toujours...», quelques semaines avant la déclaration de guerre britannique à cette même Allemagne impériale. (<https://de.sputniknews.com/kommentare/20190214323957162-sicherheitskonferenz-verantwortung-konflikt/>)

Von der Leyen est contrariée si quelqu'un a une opinion différente

- Presque plus intéressante que le discours de von der Leyen fut sa réaction à une question lors de la courte discussion. Elle affirma que la Russie tentait de diviser l'OTAN. Selon le ministre, cela se voyait dans les réseaux sociaux. Von der Leyen pensait très probablement au fait que tout le monde ne partici-

peut pas à la campagne de «diabolisation de la Russie», et notamment pas tous les Allemands. Cela préoccupait la ministre et elle a précisé qu'elle réfléchissait à ce qui pourrait être entrepris contre. L'initiative «Integrity Initiative» (cf. *Horizons et débats* n° 3 du 4 février et n° 4 du 18 février) des services secrets britanniques sera donc entièrement dans son intérêt.²

- Cette année, la présence américaine a été la plus importante à ce jour en termes de nombre. Mais ce n'étaient pas des représentants du gouvernement américain, mais du Congrès, donc du pouvoir législatif. Plus de 50 d'entre eux ont assisté à la conférence de Munich. En outre, il y avait l'ancien vice-président américain *Joe Biden*. Son discours a montré ce qu'il voulait: créer une atmosphère contre le président américain en exercice et faire de la promotion pour lui-même et son propre groupe politique, la faction de guerre. Ses paroles sonnaient «douces», le contenu ne l'était pas. Il a déjà promis que bientôt tout serait différent dans la politique américaine. On pouvait avoir l'impression que la forte présence américaine n'était presque que la présence d'une moitié politique, à savoir la faction anti-*Trump*. Peut-être une réunion pour préparer la chute du Président? Quoi qu'il en soit, ce fut un affront délibéré contre le gouvernement américain en place que de permettre à un chef de l'opposition de parler aussi longtemps. Cela n'a été fait envers aucun autre pays, ni cette année, ni même les années précédentes.

Angela Merkel se présente comme la «leader du monde libre»

- Le discours de la chancelière allemande s'inscrivait parfaitement dans ce cadre. Le fait qu'elle se soit engagée en faveur du gazoduc *Nord Stream 2* est peut-être tout à son honneur. Mais ce n'était pas ce qu'elle voulait dire. Elle s'est une fois de plus démarquée de la politique du président américain et a obtenu des «standing

ovations» pour cela. Les médias grand public germanophones ont fait l'éloge de sa volonté de rendre justice à sa mission de «leader du monde libre» obtenue de *Barak Obama*, c'est-à-dire, en réalité: leader du globalisme impérialiste.

- Reste à savoir si le vice-président américain sortant, *M. Pence*, est toujours du côté de son président ou s'il a déjà tourné casaque. Le fait est que son discours était insupportable. Il a divisé le monde en «bons» et «mauvais», s'est considéré comme actif dans une mission divine, a massivement menacé l'Iran et le Venezuela. Il a lancé un appel tout aussi fervent aux autres Etats de l'OTAN non seulement à dépenser davantage pour leurs armées, mais aussi pour soutenir les actions (prévues) contre l'Iran et le Venezuela. La réaction médiatique fut entièrement négative, car on l'a associé au président actuel des Etats-Unis.

Sur leurs grands chevaux ...

L'attitude des orateurs de l'OTAN ne fut pas moins importante que le contenu de ce qui fut dit: une attitude grandiloquente. Les dirigeants de l'OTAN croient-ils toujours et encore qu'ils (ou elles) sont les maîtres du monde et qu'ils doivent décider de ce qui est bon et ce qui est mauvais et de ce qui doit se faire sur cette planète? Les phrases utilisées sont les mêmes chez tous. Et en clamant l'importance de la liberté, de la démocratie, de la primauté du droit et de la dignité humaine, ils commettent un terrible abus avec des paroles aussi importantes.

... mais aussi des perspectives

Oui, malheureusement, il faut le concéder: les seules paroles rassemblant les peuples dans la cadre des relations entre les grandes puissances sont venues du ministre russe des Affaires étrangères *Sergeï Lavrov*. Chacun peut prendre connaissance de son intervention. (www.mid.ru/en/)

Suite page 2

Traité de paix avec les talibans

L'aveu de la défaite subie par les Etats-Unis

par Albert A. Stahel



Albert A. Stahel
(photo strategische-studien.com)

Après près de 18 années de guerre, les Etats-Unis négocient avec les talibans à Doha, capitale du Qatar. En décembre 2001, ils mirent fin officiellement au régime des talibans en Afghanistan et ils expulsèrent l'équipe dirigeante avec *Mullah Omar* vers le Pakistan. Maintenant, la diplomatie américaine, dirigée par le délégué spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan *Zalmay Khalizad* – lui-même d'origine afghane –, reconnaît les talibans comme des partenaires égaux en droit dans les négociations. Il semble évident que les Américains entendent réaliser, par ce soi-disant traité de paix, un retrait tranquille pour quitter l'Afghanistan. Tout comme l'Union soviétique en 1989, les Etats-Unis ont perdu une guerre de longue durée. La mort de soldats américains était inutile, tout comme les

1000 milliards de dollars américains dépensés pour cette guerre. Comme lors de la guerre de la 40^e Armée de l'URSS de 1979 à 1989, les Américains ont échoué à cause de la topographie du pays et l'intransigeance des Afghans. Ainsi, ils ont complété une série des grandes puissances devant accepter une défaite dans ce pays montagneux. Avant eux, il y eut l'Empire britannique et l'URSS. Maintenant les Etats-Unis se partagent le sort des grandes puissances vaincues en Afghanistan avec leurs prédécesseurs.

A première vue, l'échec des Etats-Unis paraît incompréhensible, car ils y ont engagé toute leur force militaire. L'expression de cette supériorité fut l'intervention des bombardiers à longue distance *B-1B* et *B-52*. Les bombardements américains n'eurent cependant que peu d'effets contre les kalachnikovs primitives des talibans. Par contre, en tuant des personnes innocentes,¹ ils ont incité la colère de la population civile afghane et l'ont poussée à choisir finalement le côté des talibans.

Que restera-t-il de cette intervention après le retrait des troupes américaines et de leurs

alliés? A vrai dire peu de chose. L'Afghanistan se trouvera une nouvelle fois sous le contrôle des talibans et les collaborateurs du gouvernement de Kaboul avec son président Ghani en tête, se retireront à l'étranger, avant tout aux Etats-Unis. La population afghane restera pauvre et sera d'autant plus dépendante des bandits de la drogue.

La population américaine prendra connaissance de ce retrait, mais elle ne saisira pas que ce retrait est un pas de plus vers l'abdication des Etats-Unis de leur statut impérial. Leur président *Donald Trump* fêtera en même temps le retrait américain et la défaite accompagnante comme un couronnement de ses décisions stratégiques. Ainsi, il partagera le sort d'autres leaders de ce monde.

Source: *Institut für Strategische Studien* du 31/1/19 (Traduction *Horizons et débats*)

¹ Entre le 1/1/2017 et le 31/12/2017, UNAMA a enregistré 28 291 personnes civiles tuées et 52 366 blessées. UNAMA, Afghanistan: Protection of Civilians in Armed Conflict. Annual Report 2017, February 2018: <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/ProtectionCiviliansAnnualReport2017.pdf>.

Les USA et l'UE enterrent le Traité FNI

par Manlio Dinucci, Italie*



Manlio Dinucci
(photo mad)

Le Pentagone a décidé d'installer des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe, ce qui transformera ce territoire en champ de bataille lors d'une guerre entre les deux Grands. Sans surprise, l'OTAN et l'Union européenne ont approuvé ce suicide des pays européens.

La «suspension» du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), annoncée le 1^{er} février par le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, lance le compte à rebours qui, d'ici six mois, amènera les Etats-Unis à sortir définitivement du Traité. Dès aujourd'hui, en tout cas, les Etats-Unis se considèrent libres de tester et de déployer des armes de la catégorie interdite par le Traité: missiles nucléaires à portée intermédiaire (entre 500 et 5500 km), basés au sol.

A cette catégorie appartenaient les missiles nucléaires installés en Europe dans les années 80: les missiles balistiques Pershing II, installés par les Etats-Unis en Allemagne de l'Ouest, et les missiles de croisière sol-sol, installés par les Etats-Unis en

Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne de l'Ouest, en Belgique et aux Pays-Bas, sous le prétexte de défendre les alliés européens des missiles balistiques SS-20, installés par l'Union soviétique sur son propre territoire.

Le Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire, signé en 1987 par les présidents Gorbatchev et Reagan, élimina tous les missiles de cette catégorie, y compris ceux basés à Comiso (Sicile).

Ce Traité FNI a été mis en question par Washington quand les Etats-Unis ont vu diminuer leur avantage stratégique sur la Russie et la Chine. En 2014, l'administration Obama accusait la Russie, sans apporter la moindre preuve, d'avoir expérimenté un missile de croisière (sigle 9M729) appartenant à la catégorie interdite par le Traité. Et, en 2015, elle annonça que «face à la violation du Traité FNI par la Russie, les Etats-Unis sont en train de considérer le déploiement en Europe de missiles sol-sol». Le plan fut confirmé par l'administration Trump: en 2018, le Congrès a autorisé le financement d'un programme de recherche et de développement d'un missile de croisière sur plate-forme mobile au sol. De son côté, Moscou nia que son missile de croisière violait le Traité et, à son tour, accusa Washington d'avoir installé en Pologne et en Roumanie des boucliers antimissiles pouvant également lancer des missiles de croisière à ogives nucléaires.

Il faut dans ce cadre rappeler le facteur géographique: tandis qu'un missile nucléaire américain à portée intermédiaire, basé en Europe, peut atteindre Moscou, un missile analogue basé par la Russie sur son propre territoire peut atteindre les capitales européennes, mais pas Washington. Si l'on ren-

verse le scénario, c'est comme si la Russie installait au Mexique ses missiles nucléaires à portée intermédiaire.

Le plan des Etats-Unis d'enterrement le Traité FNI a été pleinement soutenu par les alliés européens de l'OTAN. Le Conseil de l'Atlantique-Nord a déclaré, le 4 décembre 2018, que «le Traité FNI est en danger à cause des activités de la Russie», accusée de déployer «un système de missiles déstabilisant». Le même Conseil a déclaré le 4 février 2019 son «plein appui à l'action des Etats-Unis de suspendre ses obligations concernant le Traité FNI et a intimé à la Russie d'utiliser les six mois restants «pour revenir à la pleine observance du Traité».¹

L'enterrement du Traité FNI a eu lieu avec la soutien de l'Union européenne qui a voté, le 21 décembre 2018, à l'Assemblée générale des Nations Unies, contre la résolution présentée par la Russie demandant la «préservation et la mise en œuvre du Traité FNI». Celle-ci fut rejetée par 46 voix contre 43 et 78 abstentions. L'Union européenne – dont 21 des 27 membres font partie de l'OTAN (la Grande-Bretagne y reste malgré sa sortie de l'UE) – s'est ainsi exprimée unanimement en faveur de la position de l'OTAN, qui s'est, à son tour, alignée à l'unanimité sur les Etats-Unis. En substance, l'Union européenne a donc également donné son feu vert à une possible implantation de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe, y compris en Italie.

Sur cette question de grande importance le gouvernement Conte et le précédent se sont alignés autant sur l'OTAN que sur l'UE. Et de tout l'éventail politique aucune voix ne s'est élevée pour demander l'autorisation du

Parlement à décider de la position à prendre concernant le Traité FNI au sein de l'ONU. Et aucune voix non plus ne s'est élevée au Parlement pour demander le respect par l'Italie du Traité de non-prolifération et de la position de l'ONU concernant l'interdiction des armes nucléaires, en imposant aux Etats-Unis de retirer de notre territoire national les bombes nucléaires B61 et de ne pas y installer, à partir de la première moitié de 2020, les B61-12 encore plus dangereuses.

Ayant sur son territoire des armes nucléaires et des installations stratégiques des Américains – en Sicile, la station satellitaire du MUOS (Mobile User Objective System) [système devant relier toutes les unités combattantes des USA et de l'OTAN saisi par l'Italie, ndt.] et la JTACS (Joint Tactical Ground Station) [station de réception et transmission satellitaire du «bouclier antimissile», ndt.] – l'Italie est exposée à des dangers croissants en tant que base avancée des forces nucléaires américaines et de ce fait comme cible des forces russes. Un missile balistique nucléaire à portée intermédiaire met 6 à 11 minutes pour atteindre son objectif. Un bel exemple de défense de notre souveraineté, inscrite dans la Constitution, et de notre sécurité que le Gouvernement garantit en fermant la porte aux migrants, mais en l'ouvrant largement aux armes nucléaires américaines.

Source: Réseau Voltaire du 2/2/19

(Traduction Marie-Ange Patrizio et Horizons et débats)

¹ «Déclaration de l'OTAN concernant le non-respect du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) par la Russie», Réseau Voltaire, 1^{er} février 2019

Les Etats-Unis vont-ils attaquer l'Iran?

ds. Sous le titre «Eine «Konferenz der Willigen» gegen den Iran» [Une «conférence des bonnes volontés» contre l'Iran], la «Neue Zürcher Zeitung» a publié le 14 février un article sur la «Conférence sur le Moyen-Orient» organisée à Varsovie par les Etats-Unis et la Pologne. Celle-ci aurait pour but de «promouvoir la stabilité, la paix, la liberté et la sécurité au Moyen-Orient», et c'est ainsi que les deux pays ont invité des représentants de 70 Etats à venir dans la capitale polonaise. Puisque l'Iran manquait sur la liste des invités, l'objectif était clair, selon le quotidien suisse: «Fonder une alliance comprenant des pays européens et soutenant la ligne de conduite dure des Etats-Unis contre le régime de Téhéran». A quel point cela a-t-il réussi? Cela n'est pas encore clair. En tout cas, les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne et de la France ainsi que la représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, n'y ont pas participé. Est-ce une lueur d'espoir?

Selon le correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung», «la situation de départ nous rappelle l'année 2003, lorsque les Etats-Unis ont établi une alliance pour leur campagne contre l'Irak.» Ce qu'il en est advenu, est aujourd'hui connu. Cet article de la «Neue Zürcher Zeitung» est inquiétant!

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité du 15 au 17 février, le Secrétaire d'Etat américain Michael Pence s'en est vio-

lemment pris à l'Iran et a exigé que notamment l'Allemagne et la France rompent leurs relations avec l'Iran et participent à la «coalition des bonnes volontés».

Les liens et les dessous à rechercher

Quiconque cherche à mieux comprendre les dessous de la crise actuelle au Proche- et au Moyen-Orient, ferait bien de s'approfondir dans le nouveau livre de Michael Lüders (cf. illustration). «La crise actuelle a une longue histoire, dans laquelle la famille Saoud et son entourage jouent un rôle essentiel», écrit-il. Il entend par là les fortes interdépendances politiques et économiques entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, dont les relations d'affaires se basent jusqu'à ce jour essentiellement sur l'échange d'armes contre du pétrole. Mais ces antécédents impliquent également l'attitude israélienne envers Téhéran. M. Lüders n'est pas dépourvu de sens critique envers la politique iranienne, mais il nous met en garde de ne pas cataloguer les parties inhérentes au conflit en «bons» et «méchants». A l'exception du domaine de la rhétorique, il est rarement question de morale en politique. Il s'agit avant tout de pouvoir, d'influence et de l'imposition de ses intérêts.

L'essence de la politique du pouvoir

«Chaque guerre, chaque escalade militaire est précédée d'une diabolisation de l'adver-

saire, cela n'a jamais été autrement», écrit M. Lüders. Il en résulte un manque de vouloir se placer une fois dans la perspective de la partie adverse. Nous perdons ainsi toute volonté de paix. «La politique de force iranienne, russe, chinoise, occidentale obéit primordialement aux intérêts personnels.» Voilà l'essence de la politique du pouvoir. Quiconque considère la politique de force d'une partie comme «plus morale» que celles des autres parties est soit naïf, soit propagandiste. Quiconque est d'avis que seuls les revendications de pouvoir de l'Occident sont légitimes, et celles des autres acteurs sont l'expression de leur «méchanceté», finissent par être eux-mêmes des bellicistes. «Volontairement ou non, les personnes persuadées subjectivement que le monde occidental ne poursuit pas, en réalité, une politique hégémonique égoïste, mais qu'il suit avant tout des motivations humanitaires dans le monde entier, en font également partie.» (p. 189) Selon M. Lüders, la politique de force occidentale aime à se présenter comme défenseur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme.

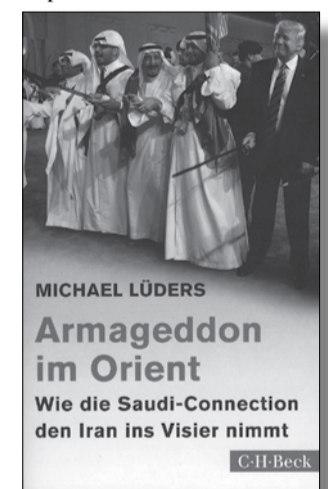
Une attaque serait un crime contre l'humanité

Michael Lüders met le monde occidental en garde contre une attaque contre l'Iran. Il écrit: «Mais si le pire advient, le résultat ne sera pas un Iran occidentalisé, mais l'Armageddon!

en Orient» avec des millions de morts et des flux de réfugiés interminables, qui notamment devront être pris en charge par l'Europe.

«Le projet de changement de régime en Iran est clairement illégal au regard du droit international. En outre, toute attaque contre la nation culturelle d'Iran serait un crime contre l'humanité. Quiconque y participe, indépendamment des prétextes utilisés, est complice, même si les motifs invoqués paraissent très nobles.» (p. 234)

¹ La notion d'Armageddon se trouve dans le dernier livre du Nouveau Testament dans l'«Apocalypse de Jean», elle précise le lieu de la bataille décisive à la fin des temps.



ISBN 978 3 406 72791 7

«Cessez de nous prendre de haut!»

suite de la page 1

press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/70vQR5KJWVmR/content/id/3520272). M. Lavrov a mentionné explicitement quelques faits désagréables, tout en rappelant, à nouveau, les perspectives s'ouvrant à tous les Etats et peuples du continent eurasiatique, à savoir non pas une concurrence acharnée (comme cela est perçu dans les Etats de l'OTAN), mais une coopération commune dans le plus grand nombre possible de domaines tout en acceptant simultanément l'indépendance et la souveraineté de tous les Etats et les peuples.

Ce qui m'amène au livre contenant les entretiens avec Poutine. J'en recommande vivement la lecture. Un homme politique diabolisé par les responsables des Etats de l'OTAN se révèle être un homme d'Etat rencontrant autrui sur le même pied d'égalité de manière réfléchie,

avec modération et un sentiment de responsabilité, très bien informé jusque dans les détails et étudiant soigneusement les situations concrètes – sans écouter les diabolisations et diffamations si répandues dans notre pays. Voilà une excellente détente et phase de récupération après la Conférence de Munich sur la sécurité de 2019.

¹ Les explications du terme «rules-based order» vont d'une simple traduction, c'est-à-dire d'un «ordre fondé sur des règles», à une hégémonie sous contrôle étatsunien. Un blogueur du Council on Foreign Relations américain a écrit le 3 mai 2016 sur le site foreignaffairs.com («World Order: What, exactly, are the Rules?») pour expliquer le terme et l'existence d'un ordre international libéral-occidental dont les valeurs, les normes, les lois et les institutions uniques visent à déterminer et contrôler le comportement des Etats. Cet ordre est originaire de l'Europe, et ne trouva son plein effet qu'avec la montée en puissance (ou l'hégémonie) des Etats-Unis, puisque après 1945, les Etats-Unis avaient tout le pouvoir et l'intention de forger un ordre mon-

dial multilatéral utilisant un mélange de persuasions, d'incitations et de coercitions.» Dans l'édition anglaise de Wikipédia, on peut lire actuellement ce qui suit: «Dans les relations internationales, l'ordre économique international et libéral (LIEO), également connu sous le nom d'ordre mondial fondé sur des règles fixes [en anglais, il est donc écrit: rules-based order], ou ordre international libéral dirigé par les Etats-Unis. C'est un terme selon lequel les relations internationales actuelles sont organisées autour de plusieurs principes directeurs, tels que les marchés ouverts, les institutions multilatérales, la démocratie libérale et le rôle dirigeant des Etats-Unis et de ses alliés. Cet ordre a été créé après la Seconde Guerre mondiale et demeure souvent associé à la Pax Americana.» Il est donc compréhensible que le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov, ait dit dans la discussion ayant suivi son intervention du 16 février à la Conférence de Munich sur la sécurité: «De nos jours, nos collègues occidentaux n'utilisent plus que rarement les termes «droit international» et «normes du droit international». Ils préfèrent parler de «rules-based order» et prétendent que c'est la même chose. Mais ils préfèrent utiliser leur propre terme plutôt que «droit international». A mon avis, ils ne veulent pas se conformer au droit inter-

national, tel qu'il est, par exemple, consacré dans la Convention sur les armes chimiques ratifiée par tous les membres de la communauté internationale. Ils ne veulent utiliser que les «règles» inventées par eux-mêmes pour interpréter la Charte en violation des procédures existantes.»

² Un coup d'œil dans les actuels manuels scolaires allemands pour l'éducation politique montre à quel point le processus de nivellement a progressé. Là, on ne trouve plus d'informations factuelles, mais uniquement le discours uniforme des pays de l'OTAN sans aucune critique. Par exemple, dans l'ouvrage paru en 2017 et intitulé «Zeitfragen. Politische Bildung für berufliche Schulen» [Questions actuelles. Formation politique pour les écoles professionnelles] publié par la célèbre maison d'édition Klett de Stuttgart, on trouve à la page 211 la tâche suivante concernant le conflit en Ukraine: «Pour l'UE, l'intégration de la Crimée par la Russie est une annexion et viole le droit international. Contre cette démarche, elle a imposé des sanctions économiques et politiques (mesures punitives) contre la Russie. Rassemblez des arguments permettant de justifier de telles mesures.» Les élèves allemands ont-ils uniquement le droit de connaître le point de vue de l'OTAN?

Elections douteuses en République démocratique du Congo

Aucune raison d'applaudir

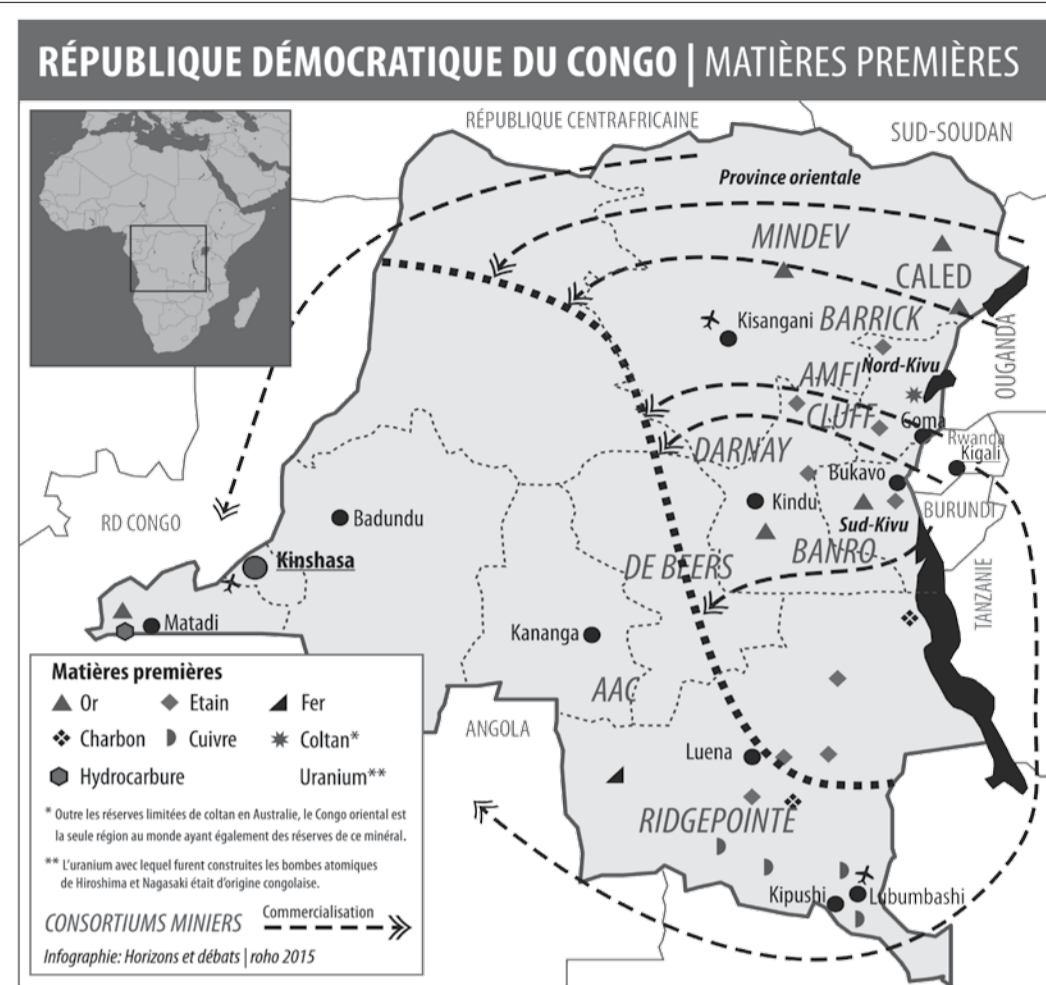
par Peter Küpfer

Après l'annonce de la victoire électorale à la nouvelle présidence de Félix Tshisekedi, les médias européens ont publié des photos de manifestants jubilants dans les rues des grandes villes congolaises. Cependant, dans ce pays en crise perpétuelle, rien ne correspond en réalité à ces éclats d'enthousiasme collectif. Un bref coup d'œil sur les élections précédentes illustre la situation. Le président démissionnaire Joseph Kabila (cf. encadré «Chronologie des faits»), a été nommé président par intérim en janvier 2001, quelques jours après que son père, Laurent Désiré Kabila ait été abattu par un de ses gardes du corps. Il avait pris le pouvoir par les armes pendant la guerre de 1996/97. Après deux élections de légitimation ultérieures, en 2006 et 2011 – élections décrites par les observateurs comme très fortement suspectes de falsification –, le chef d'Etat du géant africain, n'a pas quitté sa fonction en décembre 2016 pour continuer de gouverner en violation de la Constitution et sans base légale. Les récentes élections avaient été reportées à trois reprises, au cours des trois dernières années. Elles étaient prévues pour mars 2018, furent encore reportées trois fois à court terme et eurent finalement lieu le 30 décembre 2018.

Selon les chiffres officiels, 38,5 millions d'électeurs ont participé à ces élections présidentielles. Avec Félix Tshisekedi, déclaré vainqueur par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'ancien président Joseph Kabila a été remplacé par le fils d'un opposant de longue date, le fondateur du Parti socialiste congolais¹ Etienne Tshisekedi.

Selon les résultats officiels, Félix Tshisekedi, candidat des socialistes et de leur alliance électorale CASH, a remporté 38% des voix. Cependant, le candidat de l'opposition, supposé disposer davantage de chances à la victoire, était Martin Fayulu de l'alliance électorale LAMAKA. Selon la CENI, il a obtenu 34% des voix, alors que le candidat du parti gouvernemental FCC (Front commun pour le Congo) Emmanuel Shadari Ramazani n'a remporté que 23% des voix.

La victoire électorale attribuée à Félix Tshisekedi a surpris de nombreux observateurs indépendants. Dans le pays et à l'étranger, on s'attendait à ce que Martin Fayulu remporte les élections. En outre, Fayulu était considéré comme le candidat le plus résistant aux pièges de la corruption. Lors des nombreux meetings électoraux, il avait mobilisé le plus grand nombre de sympathisants de tous les candidats. Pour un très grand nombre d'électeurs, il était en effet un nouvel espoir, appelé souvent «soldat du peuple». Martin Fayulu est pourtant un homme solidement



ancré dans l'économie. Economiste de formation universitaire, il a fait une brillante carrière, au sein de la compagnie pétrolière Exxon Mobile, jusqu'aux plus hauts niveaux administratifs. Dans sa campagne électorale, il a préconisé le «nouveau Congo» déclarant la guerre à la corruption et, contrairement à ses prédécesseurs, il ne voulait pas, une fois de plus, mettre les droits miniers à la disposition des sociétés minières internationales. Parmi ses amis personnels figure, entre autres, le Dr. Denis Mukwege,² ayant récemment été honoré par le prix Nobel de médecine pour son travail dévoué à l'hôpital Panzi

de Bukavu, où il traite, depuis de longues années, des femmes systématiquement violées par des bandes armées dans l'Est du Congo. Cependant, dans son cercle d'amis proches se trouve également Jean-Pierre Bemba, l'ancien chef mercenaire du MLC (Mouvement de libération du Congo) qui a, pendant la guerre d'annexion de 1998, terrorisé avec ses milices de vastes zones du Nord-Kivu. Il a ensuite procédé de l'Afrique centrale, à des opérations accompagnées, selon de nombreux témoins, par des crimes de guerre atroces envers les populations civiles. Suite au traité de paix de Sun City

de Bukavu, où il traite, depuis de longues années, des femmes systématiquement violées par des bandes armées dans l'Est du Congo. Cependant, dans son cercle d'amis proches se trouve également Jean-Pierre Bemba, l'ancien chef mercenaire du MLC (Mouvement de libération du Congo) qui a, pendant la guerre d'annexion de 1998, terrorisé avec ses milices de vastes zones du Nord-Kivu. Il a ensuite procédé de l'Afrique centrale, à des opérations accompagnées, selon de nombreux témoins, par des crimes de guerre atroces envers les populations civiles. Suite au traité de paix de Sun City

de Bukavu, où il traite, depuis de longues années, des femmes systématiquement violées par des bandes armées dans l'Est du Congo. Cependant, dans son cercle d'amis proches se trouve également Jean-Pierre Bemba, l'ancien chef mercenaire du MLC (Mouvement de libération du Congo) qui a, pendant la guerre d'annexion de 1998, terrorisé avec ses milices de vastes zones du Nord-Kivu. Il a ensuite procédé de l'Afrique centrale, à des opérations accompagnées, selon de nombreux témoins, par des crimes de guerre atroces envers les populations civiles. Suite au traité de paix de Sun City

de 2006, Bemba fut l'un des quatre vice-présidents dans le gouvernement provisoire de Joseph Kabila. Plus tard, il fut arrêté à Bruxelles et accusé pour crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale de La Haye. Après un long procès, Bemba fut condamné à 18 ans de prison. Récemment, ses avocats ont pourtant obtenu un nouveau procès, au cours duquel les juges ont, suite à des vices de procédure, acquitté ce seigneur de guerre congolais de longue date pour manque de preuves. Sa condamnation pour corruption de témoin fut cependant confirmée, ce qui l'empêcha, bien que libéré, de se présenter lui-même comme candidat aux récentes élections. Le fait qu'un homme politique au passé aussi trouble soit l'ami intime du «candidat de l'espoir» de la population congolaise est de mauvaise augure. La promesse de Fayulu de consacrer toutes ses énergies à un «nouveau Congo» et en particulier à la lutte contre la corruption est fortement remise en question. Immédiatement après l'annonce des résultats, Fayulu a déposé une plainte devant la Cour constitutionnelle pour manipulation électorale, recours qui a été entre-temps rejeté.

Doutes justifiés quant à la légitimité des élections

Néanmoins, de nombreux commentateurs des événements dans ce pays, en crise permanente depuis son indépendance en 1960, soupçonnent que le résultat actuel des élections ne correspond pas à la volonté de la majorité des électeurs, mais (comme les élections précédentes!) est plutôt basé sur un jeu de pouvoir, préalablement équilibré.

La prestigieuse Conférence épiscopale nationale catholique du Congo (CENCO) qui a fourni, avec l'Eglise protestante et une initiative citoyenne (Symocel), une armée de 40 000 observateurs électoraux indépendants, a prudemment et clairement pris position sur le fond, concernant les résultats officiels: le nombre des voix publié par la Commission électorale nationale (CENI) 10 jours après le scrutin ne correspond pas au nombre des votes effectivement exprimés dans les urnes. Et d'ajouter dans son communiqué: «La Conférence épiscopale connaît le nom du vrai gagnant des élections», mais sans le rendre public.

Les réserves des observateurs nationaux et internationaux concernant les récentes élections en République démocratique du Congo sont en substance identiques à celles exprimées lors des «élections» précédentes. Elles s'expliquent essentiellement par les structures et les conditions de vie de la population congolaise exténuée par la crise interminable. La vie des habitants est caractérisée, entre autres, par un revenu moyen ne dépassant guère un dollar par jour et par une espérance de vie inférieure à 40 ans. Dans un pays, où la majorité de la population vit loin en dessous du seuil de pauvreté, où les écoles sont inutilisées depuis des années, où les populations de l'Est du pays sont depuis 1996 constamment exposées à la guerre menées par des bandes de mercenaires semant la peur et la terreur, où les villages et les villes sont difficilement accessibles en raison du délabrement des routes, où les registres électoraux font défaut, où il est possible de se procurer de faux passeports et d'«acheter» (ou d'extorquer) des votes – comment peut-on, dans de telles conditions, s'imaginer que les élections soient libres, impartiales et démocratiques?

De telles questions, soulevées depuis des années par l'opposition congolaise, ont été à nouveau posées dans le contexte des dernières élections. Au cours de la période précédant les élections, on entendit de sérieux doutes quant à l'utilisation généralisée de machines de vote électroniques dans lesquelles il fallait taper uniquement le numéro du nom de l'un des trois candidats officiels. Le gouvernement a justifié leur emploi en disant qu'on pouvait ainsi économiser des tonnes de papier. Des observateurs ont fait valoir qu'avec un taux d'analphabétisme dépassant les 30% de la population, le secret de vote n'était pas res-

Chronologie des faits

30/6/1960: Indépendance de l'ancienne colonie belge. Quelques semaines plus tard: sécession de la province du cuivre du Katanga, «guerre civile» jusqu'en 1963, «crises congolaises» (jusqu'en 1965).

17/1/1961: Assassinat du Premier ministre élu Patrice Lumumba par les services secrets belges.

24/11/1965: Coup d'Etat militaire et prise du pouvoir par Joseph Désiré Mobutu Mobutu Sese Seko.

18/10/1996: Création de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) sous Laurent-Désiré Kabila et son invasion de l'Est du Congo avec le soutien des troupes rwandaises, ougandaises et burundaises.

Mai 1997: Après une «Blitzkrieg» à travers le Congo, l'AFDL sous Laurent-Désiré Kabila prend le pouvoir.

Novembre 1998: Intervention militaire du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) contre le régime de Kabila (soutenu, équipé et dirigé par le Rwanda et l'Ouganda) avec une avancée rapide jusqu'au cœur du pays. Avec le sou-

tien militaire de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie, Kabila peut stopper l'avancée. La guerre dure officiellement jusqu'en 2003. Des forces militaires non identifiées, pour la plupart contrôlées par le Rwanda, harcèlent la population civile de l'est du Congo jusqu'à l'heure actuelle.

16/1/2001: Assassinat de Laurent-Désiré Kabila par un de ses gardes du corps. «Son fils», Joseph Kabila,¹ jusqu'alors inconnu au Congo, est désigné comme son successeur.

2/4/2003: Accord de paix de Sun City (Afrique du Sud). Mise en place d'un gouvernement de transition sous Joseph Kabila avec des représentants des différentes ailes du RCD (seigneurs de guerre!) comme vice-présidents (p. ex. Jean-Pierre Bemba).

29/10/2006: Elections multipartites sous «supervision» internationale. Selon les chiffres officiels, Joseph Kabila est élu président avec 58% des voix. L'opposition (Etienne Tshisekedi) boycotte les élections et critique les irrégularités, voire des fraudes massives.

28/11/2011: Deuxième élection multipartite. Selon les chiffres officiels, le président au pouvoir Joseph Kabila a obtenu 48,95% des voix, Etienne Tshisekedi (père de Félix Tshisekedi) 32,33%. La crédibilité de ce résultat a été mise en doute par divers commentateurs.

30/12/2018: Elections actuelles (reportées plusieurs fois depuis novembre 2016). Selon les dires officiels, la majorité a élu comme président Félix Tshisekedi avec une nette avance, tandis que les résultats des élections législatives et sénatoriales auraient produit une majorité des deux tiers pour le gouvernement (FCC). Les résultats ont suscité l'étonnement dans le monde entier et parmi les opposants au régime de Kabila (soutenu par le Rwanda) l'indignation et des plaintes jusqu'à présent infructueuses.

¹ La question de savoir s'il s'agit vraiment d'un fils de Kabila est controversée. Joseph Kabila était un confident de l'homme qui a dirigé la Blitzkrieg de 1996, le général rwandais de la guerre civile et plus tard (depuis 1998) commandant en chef de l'armée congolaise (!), James Kabarebe.

Gilets jaunes: lancement de nouvelles formes de représentation

Entretien avec Etienne Chouard accordé au mensuel «Ruptures»



Etienne Chouard
(photo mad)

Etienne Chouard s'était fait connaître en France lors de la campagne de 2005 pour le Non à la constitution européenne. Il est le père du «Référendum d'initiative citoyenne» (RIC) et a joué un rôle déterminant dans le mouvement des Gilets jaunes. Voici une synthèse, actualisée avec

l'auteur, de l'entretien vidéo accordé au site Internet de «Ruptures».

Ruptures: Qu'est-ce qui vous a d'abord frappé sur les ronds-points tenus par les Gilets jaunes?

Etienne Chouard: Un des traits communs est l'exaspération face au contraste révoltant entre les difficultés vécues par des millions de personnes, et la richesse ostentatoire affichée par la minorité des nantis. Ces citoyens sont sortis de chez eux, ont découvert qu'ils n'étaient pas seuls à affronter les difficultés de vivre. Ils ont arrêté de regarder la télé, se sont pour certains découverts une nouvelle famille, et ont ainsi «refait société». Une autre caractéristique du mouvement est la volonté de bannir les zizanies politiciennes.

Un rejet de la politique?...

En réalité, un rejet de la classe politique, de ses jeux de rôle et de ses querelles stériles. L'unité est un atout majeur du mouvement. Les divisions, notamment entre ceux qui seraient catalogués à l'extrême gauche et ceux à l'extrême droite, seraient mortifères.

Vous avez également été sensible aux revendications mises en avant?

D'emblée, beaucoup de Gilets jaunes ont orienté les doléances vers des aspects essentiels. Ainsi de l'exigence de suppression du CICE [avantages fiscaux pour baisser le coût

du travail des entreprises, ndr.], cette subvention indue de 40 milliards aux entreprises, ou bien celle de stopper les ventes et les privatisations de biens et de services publics.

Ces revendications ne sont pas à proprement parler nouvelles ...

Ce qui est nouveau, c'est que ces doléances, au départ adressées «du bas» en direction des «élus du haut», ont débouché sur l'émergence du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) qui s'est répandue comme une traînée de poudre. Cet aspect extraordinaire change le rôle des acteurs: il ne s'agit plus seulement de demander telle ou telle loi, mais de réclamer une toute autre manière de faire les lois. C'est l'amorce d'une rupture historique: on s'adressait jusqu'à présent à ceux qui décident – les élus. Il s'agit désormais de ne plus se soumettre à la bonne volonté de ces derniers: c'est le peuple qui doit décider.

Mais la Constitution ne confie-t-elle pas aux représentants le pouvoir de faire ces lois?

C'est précisément cela qu'il faut changer! La Constitution, fixant les formes de représentation, a été écrite par ces mêmes représentants et pas par ceux qui seraient les seuls légitimes: les représentés. Et c'est en cela que l'idée du RIC est une pépite, car elle vise à ce que le peuple prenne réellement le pouvoir, et décide de chaque loi. Jusqu'à présent, les électeurs étaient en quelque sorte des enfants à qui l'on demande de confier leurs pouvoirs à ceux qui savent et réfléchissent à leur place. En cela, le statut d'électeur est humiliant, on demande en quelque sorte à ce dernier de désigner à intervalle régulier ses maîtres. Il faut désormais s'émanciper et devenir adulte!

Du côté du pouvoir, on se dit cependant ouvert au principe du RIC ...

Il est illusoire d'imaginer que les maîtres vont rendre le pouvoir de bonne grâce. Ils vont peut-être reprendre l'idée de référendum, mais en l'affublant de tous les verrous possibles:

seuls, instances de contrôles, limitations de domaines ... Ce qu'il faut, c'est un RIC en toute matière. Il faut instituer nous-mêmes notre propre puissance politique! Et cette idée peut prendre corps plus vite qu'on ne croit ... Comme le disait Victor Hugo, rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue.

Mais les lois souhaitées par les citoyens ne sont pas consensuelles ...

Naturellement, les débats et les querelles législatives resteront nécessaires. Mais aujourd'hui, la priorité, c'est que le peuple s'institue en pouvoir politique. Et cette idée peut être partagée par des citoyens ayant des convictions très différentes, voire opposées. Certains ont fait le parallèle avec le mouvement «Nuit debout»; mais Nuit debout avait d'emblée exclu les gens de droite ou d'extrême droite. Il ne pouvait donc aboutir à rien puisque la division était en quelque sorte dans ses gènes. L'une des caractéristiques du mouvement des Gilets jaunes est au contraire de n'exclure personne. Rappelons-nous la période de l'Occupation: des forces politiques qui étaient aux antipodes ont su s'unir dans la résistance, des communistes jusqu'aux Maurassiens ...

Le parallèle avec l'Occupation est-il pertinent?

Chaque période historique est spécifique. Mais prenons le «projet européen»: il s'agit ni plus ni moins d'un projet de dépossession des nations donc des peuples. En transférant la souveraineté nationale au niveau européen, nos représentants ont aliéné notre bien le plus précieux dont ils n'étaient en aucune manière propriétaire. C'est, stricto sensu, une trahison. Et comme notre Constitution ne prévoit aucune punition pour ce crime, ils continuent. En réalité, l'Union européenne est un projet d'occupation, qui a été imaginé et promu par les dirigeants américains au sortir de la guerre, comme François Asselineau (président de l'UPR) l'a souvent démontré. Bref, il faut sortir de l'UE, c'est une évidence.

Pourtant, Emmanuel Macron appelle de ses vœux à une «souveraineté européenne» ...

Ce concept est un oxymore (association de deux termes incompatibles). Ou alors, il faut parler de la souveraineté des banques et des multinationales – c'est elles qui volent la souveraineté populaire. Et ce n'est certes pas le «Parlement européen» qui y changera quelque chose, c'est un leurre complet. A cet égard, les prochaines élections européennes seraient une illusion si certains imaginaient en faire un prolongement des Gilets jaunes. En outre, je le répète: une élection est un processus de dépossession politique. Aucune émancipation populaire ne peut en découler!

Mais n'est-ce pas tout de même une source de légitimité?

Non! La formidable richesse du mouvement des Gilets jaunes, c'est l'amorce de nouveaux modes de représentation, qui ont commencé à s'ébaucher sur les ronds-points: pas de représentants qui décident à notre place; définition du mandat précis de ceux-ci, des consignes, des modes de suivi et de révocation; transparence des débats. Les technologies actuelles le permettent: si une négociation a lieu, elle peut être retransmise par un simple téléphone, et les représentants pourraient être à tout moment sous contrôle, en temps réel.

Précisément, comment voyez-vous l'avenir de ce mouvement?

Le mouvement reste pour l'heure unitaire, déterminé, opiniâtre, et pacifique. Si tout cela est conservé, alors l'histoire connaît parfois des accélérations inattendues. Et si des secteurs populaires de plus en plus vastes sont gagnés – y compris les forces chargées de maintenir l'ordre – alors le gouvernement apparaîtra pour ce qu'il est – nu – et devra s'effacer. Un processus constituant populaire sera alors la priorité.

Source: © Ruptures n° 82 du 31/1/19

«Elections douteuses en République ...»
suite de la page 3

pecté, car les illettrés devaient recourir aux services d'un agent électoral mis à disposition par le gouvernement pour l'utilisation de la machine. Un tel système est certainement facile à utiliser de manière frauduleuse. En raison d'une épidémie d'Ebola dans la région du Kasai, des millions d'électeurs furent empêchés de se rendre aux bureaux de vote suite à une interdiction de sortie. Comme lors des élections précédentes, le pays n'avait pas de listes électorales authentifiées à disposition.

Assassinats politiques en série

Les gens au pouvoir dans le pays – soutenus par les puissances industrielles occidentales – n'ont jamais voulu créer de véritables conditions démocratiques. Le premier et seul Premier ministre élu démocratiquement fut Patrice Lumumba, porteur de grandes espérances. Entré en fonction le jour même de la célébration de l'indépendance du Congo (30 juin 1960), Lumumba se vit confronté, peu de semaines après, à une guerre de sécession lancée par les services secrets américains, avec leurs ramifications anglaises et belges, guerre qui dura trois ans, privant la jeune démocratie de ses forces essentielles. Cette guerre débuta dans la province du Katanga, très riche en ressources naturelles (cuivre, or, diamants, uranium et terres rares) à laquelle l'Occident voulait avoir un accès garanti et privilégié. Pour cela, il recourut à une guerre par procuration brutale à l'aide massive de forces mercenaires. Quelques mois après la sécession guerrière du Katanga, Lumumba fut brutalement assassiné (comme nous le savons aujourd'hui: avec l'approbation du président américain de l'époque, Dwight Eisenhower) par des militaires belges.³

A la même époque, Dag Hammarskjöld, le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, tentait désespérément de trouver une issue diplomatique à ce que l'on appelait la «Crise du Congo». Dans ce contexte, il prit un avion pour se rendre à une destination tenue secrète (dans la Zambie actuelle, région frontalière

du Katanga), portant sur lui un accord de cessez-le-feu arraché aux deux parties ennemies après de longues négociations et prêtes à la signature. Son avion fut cependant abattu par un avion militaire – selon des informations publiées récemment dans divers médias renommés⁴ – suite auquel le Secrétaire général et tous les membres de l'équipage trouvèrent la mort.

Cet assassinat politique fut déclaré être un «accident technique» et fut enregistré comme tel dans les annales historiques jusqu'à aujourd'hui (avec d'autres «accidents» semblables!). En guise de «solution» à la longue crise congolaise, les services secrets mentionnés installèrent le colonel de l'armée congolaise de l'époque: Sese Seko Mubutu. En réalité, son coup d'Etat militaire fut préparé par eux longtemps auparavant. Mubutu a apporté au peuple congolais, en ouverte trahison de ses espoirs, une dictature de fer, qui dura jusqu'en 1997, avec la bénédiction des puissances économiques occidentales et applaudie par les grandes entreprises minières profitant des droits miniers à leur profit. Suite à une soi-disante «rébellion», également fomentée par les forces de renseignement occidentales et équipée militairement et logistiquement par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, on mit fin au régime de Mubutu suite à une blitzkrieg.

Depuis lors, les deux Kabilas (Laurent-Désiré Kabila et Joseph Kabila) régnèrent sur le pays pendant près de deux décennies. Ils avaient tous les deux participé à la guerre de 1996/97, contrôlée par le Rwanda (c'était en fait une intervention voulue et soutenue par l'Occident qui devait conduire à la chute du régime Mubutu ainsi qu'à la balkanisation du pays), et portent ainsi une lourde responsabilité pour les atrocités commises au Congo oriental au cours de cette guerre. Tous les deux n'étaient guère enracinés dans le pays. Ils étaient considérés par les experts et par la grande majorité des Congolais comme les marionnettes du président rwandais Paul Kagamé, le nouvel homme puissant en Afrique soumis à l'influence des Etats-Unis. Depuis de longues années, il est qualifié de

criminel de guerre par de nombreux observateurs, sur la base de faits incriminants. Sous son commandement, des troupes ont attaqué en 1996 les immenses camps de réfugiés du Nord et du Sud-Kivu. Le résultat fut la mort de centaines de milliers de réfugiés sans défense, directement suite aux attaques ou indirectement lors de leur fuite – en violation flagrante du droit international de la guerre. Cela n'a pas empêché les Etats-Unis, l'UE et de nombreux gouvernements européens, dont l'Allemagne, de rendre hommage à Paul Kagamé en tant qu'homme d'Etat sage de l'Afrique de la «nouvelle génération».

Analyse d'un patriote aux mérites reconnus

Suite à l'annonce des résultats des récentes élections, Honoré Ngbanda, président du Mouvement patriotique congolais Apereco (Alliance des patriotes pour la refondation du Congo), a lancé un appel public au peuple congolais en l'exhortant de ne pas se laisser aveugler par le faux jeu de la nomenclature congolaise.⁵ Les nouveaux dirigeants du Congo post-Mobutu autour du père et du fils Kabila ont été imposés aux Congolais par l'alliance militaire formée de troupes rwandaises, ougandaises et burundaises. Dans le passé déjà, rappelle Ngbanda, l'opposition s'était laissée aveugler, avait capitulé face au nouveau régime et avait obtenu des concessions en contrepartie. Cela s'est répété avec Félix Tshisekedi, a-t-il précisé. Pour preuve, il mentionne une phrase reprise du discours de Tshisekedi, prononcé le jour de l'annonce de sa victoire électorale: «Nous ne devons plus considérer Joseph Kabila comme ennemi, mais comme partenaire».

Comme Bemba, Joseph Kabila fut lui aussi activement impliqué dans les actions de guerre ayant transformé l'Est du Congo en une zone d'insécurité et ayant conduit à sa balkanisation. En tant que présidents, son père puis lui-même ont entravé puis carrément empêché les enquêtes de l'ONU sur les atrocités commises envers la population civile par les soi-disantes «troupes rebelles», d'abord par l'ADLC sous Laurent Désiré Kabila, puis par le RCD (Ras-

semblement congolais pour la démocratie) agissant sous divers seigneurs de guerre, principalement dirigés et équipés par le Rwanda. Si le président nouvellement élu désigne Joseph Kabila, le responsable militaire des deux effroyables guerres récentes du Congo, comme «partenaire», il y a en effet peu d'espoir de l'avènement d'un «nouveau Congo» suite à ces dernières élections.

Selon Ngbanda, l'épée de Damoclès de l'ancienne camarilla soumise depuis 1997 au nouvel homme fort de l'Afrique centrale Paul Kagamé reste également suspendue au-dessus du nouveau gouvernement. Et Ngbanda de préciser: les citoyens de la république martyrisée ne doivent pas se laisser duper par le spectacle électoral: dans un pays occupé, il ne peut y avoir d'élections libres. Les dernières élections congolaises ne sont pas l'expression d'un réel changement du pouvoir, mais plutôt d'une redistribution non déclarée des relations de forces dans le pays. Dans les termes de Ngbanda, il s'agit de l'«action d'imposteurs» définie par des tromperies et des escroqueries.

¹ UDPS (Union des forces démocratiques pour le progrès social), fondée à l'époque de Mubutu

² cf. Küpfer, Peter. Dégradation dangereuse dans le pays. Appel urgent adressé aux Congolais par Dr. Denis Mukwege, in: *Horizons et débats* n° 20 du 21/8/17

³ De Witte, Ludo. *Regierungsauftrag Mord. Der Mord an Lumumba und die Kongo-Krise*, Leipzig 2002

⁴ Par exemple *Die Zeit*, *Der Spiegel*, etc.

⁵ «Honoré Ngbanda invite le peuple congolais à tirer les leçons des élections»; www.youtube.com/watch?v=NTJcSgv37JA. Honoré Ngbanda fut ministre chargé de divers dossiers pendant les dernières années de Mubutu. Dans son livre intitulé «Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux ruandais et occidentaux» (Paris 2004), il décrit en détail les événements dramatiques, brièvement résumés dans cet article, survenus lors des deux guerres d'annexion de 1996/97 et 1998/99 menées par plusieurs Etats alliés contre le Congo. Ces agressions aboutirent dans une occupation et exploitation impitoyable et illégale. Honoré Ngbanda est actuellement une personnalité critique reconnue pour ses analyses des «crises congolaises».

L'accord-cadre institutionnel, un instrument du State-Building européen

Des personnalités suisses de renom s'expriment sur l'accord-cadre avec l'UE (2^e partie)

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Dans «Horizons et débats» n° 4 du 18 février, plusieurs personnalités du monde politique, économique et académique ont pris la parole, en soulevant de sérieuses inquiétudes au sujet de l'accord-cadre prévu entre la Suisse et l'UE: le manque de clarté quant aux nombre de traités soumis à l'accord, la mise en danger du partenariat social fonctionnant depuis plusieurs décennies, le règlement insatisfaisant des différends, la fausse affirmation d'une sécurité juridique accrue et la restriction massive des droits de démocratie directe.

La deuxième partie porte sur l'éveil des forces de résistance abondantes non seulement dans l'économie suisse, mais aussi au sein de la population et de la politique. Cela fera également l'objet d'un certain nombre de déclarations encourageantes nous rappelant la perte que nous subirions en acceptant une intégration plus étroite dans l'UE et que la Suisse serait mieux placée en coopérant à égalité avec les autres pays.

Nous avons toujours été capables de tenir bon quand nous le voulions

Les négociateurs suisses ne devraient pas négliger le fait qu'ils sont confrontés à un «partenaire» qui roule des mécaniques à chaque fois que quelque chose le dérange. C'est l'attitude également de l'UE envers ses Etats membres, s'ils n'obéissent pas: la Hongrie, l'Autriche, la Pologne et davantage encore envers le Royaume-Uni se trouvant sur le départ. Le but de ce comportement est d'empêcher par tous les moyens que d'autres Etats membres y prennent goût! Quel genre de club est-ce, s'il tente de garder unis ses membres et ses partenaires contractuels par la coercition et les menaces, au lieu d'éveiller la joie de l'action commune et du progrès?

La Suisse, en tant que petit Etat flexible et innovateur, n'a certainement pas besoin de se tourner vers Bruxelles comme une proie hypnotisée, en craignant que ces messieurs trouvent de nouvelles idées pour nous harceler. C'est ce qui active notre capacité de résistance! En ce sens, *Oliver Zimmer*, professeur d'histoire européenne moderne à l'Université d'Oxford, déclare: «Ce que les protagonistes de l'UE recherchent n'est un secret pour personne. Il n'est pas certain qu'ils obtiendront ce qu'ils désirent. Dans cette situation, il n'est pas dans l'intérêt de la Suisse de placer sa foi dans l'obéissance anticipée. La pression et les tentatives d'intimidation ne sont pas la même chose que la coercition. Il faut choisir entre les alternatives légitimes.»¹

Rudolf Strahm, d'abord conseiller national du PS puis surveillant des prix et pendant de nombreuses années est convaincu que l'économie suisse n'est pas aussi faible et dépendante qu'on pourrait le penser à la vue de l'enthousiasme de certains dirigeants d'associations: «Nous nous sommes toujours imposés d'une manière ou autre, et je crois que nous avons toujours une marge de manœuvre.» Et de continuer: «Contrairement aux menaces de déclin, par exemple, il y a 26 ans, avant et après le référendum sur l'EEE – alors qu'on croyait que la Suisse se heurterait à un mur –, l'économie s'est néanmoins révélée extrêmement compétitive dans le domaine d'une exportation productive et connectée. Et elle a pu maintenir son haut niveau de prospérité.»²

Aujourd'hui encore, selon *Strahm*, l'économie suisse se porte bien, notamment grâce à son excellent système dual de formation professionnelle: «Nous sommes à l'avant-garde des pays innovants dans la production mondiale. A mon avis, cela est dû à un mélange de scientifiques et de professionnels de haut niveau, grâce au système de formation professionnelle. De nombreuses grandes puissances possèdent des ingénieurs et des universitaires bien qualifiés. Mais beaucoup d'entre eux n'ont pas les travailleurs qualifiés nécessaires pour rapidement mettre en pratique des produits commercialisables. [...] Je pense que la compétitivité reste intacte, pourra rester intacte à l'avenir. Des travaux de qualité, une production de niche et une spécialisation sont possibles malgré des salaires élevés. L'éco-

nomie suisse est orientée vers la production de spécialités, non pas vers la production de masse, mais vers des produits chers et recherchés en raison de leur qualité».

[mw: Cependant, cette évaluation positive ne reste valable que si nous nous assurons le plus rapidement possible que quelque chose de raisonnable est réappris dans nos écoles, de sorte qu'après neuf ans de scolarité, les adolescents possèdent les bases nécessaires pour devenir des spécialistes de pointe ...].

Rudolf Strahm est donc d'avis que la Suisse – comme en 1992 – ne doit pas approuver un accord insuffisant à la va vite: «Nous avons besoin de temps et aussi de sang-froid, nous devons savoir que nous devons nous arranger. Mais il n'est pas nécessaire de faire des crises de fièvre suite à ce projet d'accord à court terme.»

«Il faut un plan B pour chaque domaine»

Trouver des niches et mobiliser des contre-pouvoirs contre d'éventuels harcèlement de la part de Bruxelles ou d'ailleurs fait partie de la résilience non seulement des entreprises suisses, mais de l'ensemble du modèle suisse.

Rudolf Strahm: «Le Conseil fédéral doit élaborer un plan B dans tous les domaines. Cela signifie que si nous subissons des pressions à court terme à la suite de sanctions ou de mesures de rétorsion – ou autrement exprimé, de harcèlement – nous devons pouvoir réagir et savoir comment répondre.»³

• Exemple Erasmus+

Avec un excellent plan B, l'administration fédérale a déjà surmonté l'exclusion du programme d'échange d'étudiants *Erasmus+* (après le Oui à l'initiative «contre l'immigration de masse» en février 2014: avec une organisation indépendante, allégée et encore plus rentable que son intégration dans la monumentale bureaucratie bruxelloise, de sorte que la Confédération a décidé de rester aux commandes: «Depuis 2014, la Suisse n'est plus un pays du programme Erasmus+ (soulignement mw), le Conseil fédéral a adopté une solution provisoire financée par des fonds suisses [...]»⁴ En tant que «pays partenaire» autonome, la Suisse se porte beaucoup mieux et une «solution transitoire» devient une solution brevetée!

• Exemple de l'équivalence boursière temporaire

En décembre 2017, l'annonce de la Commission européenne de ne reconnaître l'équivalence de la réglementation boursière suisse que pour une période limitée d'un an, c'est-à-dire jusqu'à fin 2018, a provoqué beaucoup d'incompréhension. Cela signifie que les négociateurs de titres de l'UE ne peuvent plus négocier des actions suisses dans les bourses suisses, si les titres sont également négociés dans les bourses européennes. Ceci s'applique à la quasi-totalité des actions des grandes entreprises suisses (les actions des petites entreprises ne sont pas négociées en bourse).

En juin 2018, l'Association suisse des banquiers a déclaré: «Les autorités compétentes de l'UE ayant contrôlé la réglementation boursière suisse et l'ayant considérée comme équivalente, la décision de la Commission européenne est purement politique.»⁵

Par ce mauvais traitement des entreprises suisses comparé aux entreprises d'autres places financières en dehors de l'UE – comme Singapour ou Hong Kong – Bruxelles a voulu mettre la Suisse sous pression pour que le Conseil fédéral signe l'accord-cadre. Il est intéressant de noter que l'UE a entre-temps étendu la reconnaissance de la réglementation boursière suisse, bien qu'il soit probable que l'accord-cadre institutionnel soit signé dans un proche avenir. Car le hérisson suisse s'est hérisse: il existe également un plan B pour la bourse, déjà légalement ancré.

Le conseiller fédéral *Ueli Maurer*, chef du Département fédéral des Finances, a pour ainsi dire utilisé la ruse du petit Etat contre la force du grand pouvoir. Selon une ordonnance d'urgence du Conseil fédéral du 30/11/18, les actions suisses ne peuvent être négociées à partir du 1^{er} janvier 2019 uniquement dans des

bourses étrangères reconnues par la *Surveillance suisse des marchés financiers (FINMA)*. Toutefois, cette reconnaissance ne sera accordée qu'aux bourses qui, à leur tour, accordent des droits réciproques.⁷ Cela signifie que les actions suisses ne seront négociées que dans les bourses suisses – à moins qu'un autre pays autorise, de son côté, à tous les négociants de négocier avec toutes les actions en Suisse.

L'économie suisse a réagi avec soulagement à cette ordonnance limitée à trois ans: «Vendredi, c'est un soupir de soulagement dans l'économie suisse: les mesures d'urgence du Conseil fédéral en matière de commerce boursier assurent la survie de la bourse suisse – même si l'UE devait rendre le travail en Suisse plus difficile pour ses traders boursiers.»⁸

Le plan B est donc très prometteur également dans ce cas. Il ne sera pas difficile pour les autorités suisses de trouver d'autres réglementations similaires – dès qu'elles sont d'accord de se hérisser. *Hans-Ulrich Bigler*, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (*USAM*), répond à la question de savoir ce qu'il attend du Conseil fédéral: «J'attends de lui qu'il examine à quel niveau les pourparlers avec l'UE peuvent être poursuivis et comment la Suisse peut se préparer aux mesures de représailles. Le ministère des Finances a déjà donné le bon exemple en prenant des contre-mesures envers l'annulation de l'équivalence boursière.»⁹

Libérer la vue sur le modèle suisse

«Quelle sorte d'Etat désirez-vous? ...» L'historien anglo-suisse *Oliver Zimmer*, professeur d'histoire européenne moderne à Oxford, ne pose cette question pas seulement pour la Suisse: «Comment l'action et l'organisation étatiques doivent-elles se légitimer? Quelles sont leurs forces motrices? Est-ce l'exécutif politique en association avec les fonctionnaires de l'administration considérant la politique européenne comme un exercice d'équilibrage technico-juridique? Ou s'agit-il des citoyens débattant avec leurs représentants démocratiquement élus? A quel type de «State-Building» voulons-nous participer, en tant que citoyens, avec notre engagement et nos impôts? La question du pouvoir, du sens et de la légitimité de l'Etat est plus que jamais d'actualité en Europe. Lorsque les politologues recommandent aux politiciens de remplacer le terme de «souveraineté» par «transfert de compétences», il ne faut pas simplement passer à l'ordre du jour.»¹⁰

«L'accord-cadre, un instrument du State-Building européen»

En ce qui concerne l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE, *Oliver Zimmer* arrive à la conclusion suivante: «Ce qui était connu au plus tard depuis le Traité de Lisbonne est devenu une certitude avec le Brexit. A l'heure actuelle, le State-Building européen a comme condition préalable le démantèlement de l'Etat nation. Il est évident que cela se fait au détriment de l'autonomie démocratique.

L'accord-cadre que l'UE s'efforce d'obtenir appartient au même domaine problématique. Quiconque qualifie ce traité de compromis met soit de la poudre aux yeux, soit il a perdu sa boussole démocratique. D'un point de vue formel, l'accord-cadre est un accord entre Etats égaux. Bref, c'est un instrument du State-Building européen.»

«Un choc culturel» (Andreas Glaser, professeur de droit constitutionnel à Zurich)

«Pour la Suisse, l'accord-cadre est un risque [...]. Nous pouvons y voir des opportunités incroyables, par exemple pour la libéralisation économique, pour l'ouverture de la société, pour la baisse des prix à la consommation. Mais cette impondérabilité se trouve en forte opposition avec la culture politique suisse [...]» – à savoir négocier des compromis dans des coalitions changeantes – ce serait un véritable «choc culturel».¹¹

En fin de compte, il s'agit de savoir si nous voulons nous soumettre à l'UE ou si nous voulons continuer à décider nous-mêmes de nos propres affaires.

Le résultat des négociations doit être comparé aux valeurs prédominantes en Suisse

Walter Müller, conseiller national PLR et membre de la *Commission de politique étrangère (CPE-N)*: «Si les soi-disant experts se contredisent, nous devons prendre une décision politique, ce qui exige la comparaison du résultat des négociations avec les valeurs prédominantes en Suisse, notamment la souveraineté et la démocratie directe.»¹²

Konrad Hummler et *Tito Tettamanti* se sont également exprimés clairement: «La liberté, l'Etat de droit, la démocratie directe et le fédéralisme sont des qualités indispensables de notre pays et nous obligent à avoir suffisamment de souveraineté, même dans un monde complexe et interconnecté». (*Konrad Hummler* est ancien président du Conseil d'administration de la «*Neue Zürcher Zeitung*», actuellement partenaire de *MIAG*, un think tank pour les questions stratégiques de notre époque; *Tito Tettamanti* est ancien membre du gouvernement du canton du Tessin, actuellement avocat et entrepreneur).

«La substance suisse est très réelle. Elle diffère de la substance historiquement très peu testée de l'UE, à tel point que toute poursuite de l'intégration signifierait inévitablement l'abandon de l'identité typiquement suisse. Nous sommes un pays dirigé d'en bas, les autres pays de l'Europe sont plus ou moins tous dirigés d'en haut. Pour la Suisse, le terme d'«Etat-nation» n'est pas vraiment approprié; il s'agit plutôt d'une forme d'organisation unique, subsidiairement voulue, dans laquelle de nombreuses tâches de la politique sociale et économique peuvent être résolues avec succès. La Suisse a toujours favorisé la proximité des citoyens, les solutions économiques et la diversité culturelle.»

La liberté, la primauté du droit, la démocratie directe et le fédéralisme sont des qualités indispensables de notre pays et nous obligent à avoir une souveraineté suffisante, même dans un monde complexe et interconnecté. Nous croyons fermement que ce sont précisément ces qualités – au sens large, le capital suisse et notre capacité à le préserver et à l'accumuler – qui nous rendent si attrayants dans le monde entier.»¹³

¹ «Welcher Staat soll's denn sein?» Tribune d'Oliver Zimmer. «*Neue Zürcher Zeitung*», version électronique du 17/12/18

² «Es braucht für jeden Bereich einen Plan B.» Interview de *Rudolf Strahm*. *SRF News, Echo der Zeit* du 28/12/18. Journaliste: Samuel Wyss

³ «Es braucht für jeden Bereich einen Plan B.» Interview de *Rudolf Strahm*. *SRF News, Echo der Zeit* du 28/12/18

⁴ cf. «Examinez d'abord votre contractant à la loupe! ou: quels liens y a-t-il entre l'initiative sur l'immigration de masse et le programme «Erasmus?» par *Marianne Wüthrich*, *Horizons et débats* n° 1 du 12/1/15

⁵ www.movetia.ch/programme/schweizer-programm-zu-erasmus/

⁶ «Börsenäquivalenz: Der Schutz des Finanzplatzes». *insight* du 28/6/18. (www.swissbanking.org/de/services/insight/insight-2.18/zum-schutz-der-schweizer-boerseninfrastruktur)

⁷ «Ordonnance sur la reconnaissance des centres de négoce étrangers pour la négociation de titres de participation de sociétés domiciliées en Suisse» du 30/11/18, article 1

⁸ «Börsenäquivalenz – Wirtschaft atmet auf». *SRF-News* du 1/12/18. Journaliste: Philip Meyer

⁹ «Dieses Resultat muss man weiterverhandeln». Interview de *Hans-Ulrich Bigler*, directeur *USAM*. «*Neue Zürcher Zeitung*» du 21/1/19. Journalistes: Christina Neuhaus et Michael Schoenenberger

¹⁰ «Welcher Staat soll's denn sein?». Tribune d'Oliver Zimmer. *NZZ-version électronique* du 17/12/18

¹¹ «Ein Kulturschock». Interview d'*Andreas Glaser*, professeur de droit constitutionnel à Zurich. *Weltwoche* n° 05/19 du 31/1/19. Journaliste: Katharina Fontana

¹² «Umstrittenes Rahmenabkommen – Ja oder Nein zum Abkommen mit der EU? Experten sind sich uneinig». Audition publique de la Commission des affaires étrangères du Conseil national. *Télévision SRF* du 15/1/19

¹³ «Die Schweiz und die EU: Substanz statt Performance». Tribune de *Konrad Hummler* et *Tito Tettamanti*. «*Neue Zürcher Zeitung*» du 3/7/18

L'Union européenne: état des lieux en 2019

Comment gérer 512 millions de personnes

par Robert Seidel

Dès qu'il s'agit des problèmes de l'Union européenne, un silence persistant règne dans les médias suisses, comme Dieter Sprock en a fait le constat dans «Horizons et débats» n° 3 du 4 février. En l'occurrence, il ne s'agit pourtant pas là de petits soucis cosmétiques, mais de graves dérives, partiellement induites par le système.

C'est une question que se posent actuellement de nombreux Suisses, car ils ne lisent et n'entendent plus rien sur ce sujet dans les médias: les problèmes de l'UE auraient-ils disparu depuis que le Conseil fédéral négocie avec Bruxelles un resserrement des liens? Par la suite, il va falloir rappeler certains problèmes propres à cette formation supranationale.

Au cours des dernières années, il est devenu clair que, dans l'Union européenne, les décisions sont prises dans les centres de pouvoir de quelques uns des Etats les plus puissants (l'Allemagne et la France pour l'UE et, depuis l'extérieur, les Etats-Unis) et les Etats de moindre importance doivent se conformer aux décisions. Ces décisions ne sont pas générées de manière démocratique, mais se produisent sous le coup du pouvoir et de l'influence. Si le cours d'un pays ne convient pas aux plus puissants, alors on lui met la pression de façon massive (comme pour l'Autriche en 2000/2001, la Hongrie depuis 2010, la Grèce entre 2010 et 2015, l'Italie depuis 2018, la Pologne depuis 2005, la Grande-Bretagne depuis 2016).

80% des lois nationales d'un Etat-membre sont décidés à Bruxelles. Il ne reste aux parlements nationaux qu'à approuver ces décisions de Bruxelles. L'impact significatif des citoyens sur leurs propres intérêts se réduit de plus en plus au niveau national et à celui de l'Etat-membre, et au niveau de l'UE, il n'existe carrément plus. L'UE ne connaît pas de droits populaires, que l'on pourrait prendre vraiment au sérieux.

Le Parlement européen est limité dans ses droits, sa composition n'est pas démocratique et, au cours des dernières décennies, il donne de plus en plus l'impression que ses parlementaires et leurs partis voient en lui un supermarché en libre service (cf. Hans Herbert von Arnim. *Die Hebel der Macht*, 2017).

Si des décisions nationales vont à l'encontre de l'UE, elles sont annulées par la Cour de justice européenne (CJUE) ou par le gouvernement du pays concerné au nom de l'UE, même si ces décisions ont été prises démocratiquement. Par son action, l'UE détruit les libertés de décision démocratiques encore existantes au niveau national ou régional.

Un moloch antidémocratique

Le fait que l'UE ne soit ni une démocratie, ni même démocratique, est une évidence. Il serait impossible à un citoyen de donner, de quelque manière que ce soit, son avis sur le choix des membres de la Commission européenne. Cela reste la prérogative des chefs d'Etats et de gouvernements des Etats membres de l'UE (Conseil européen). A peine plus de 5% des habitants de l'UE, connaît le nom du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ou celui de la «ministre des Affaires étrangères» de l'UE, Federica Mogherini, par contre, les autres commissaires comme Frans Timmermans, Andrus Ansip, Maros Sefcovic, Valdis Dombrovskis, Jyrki Katainen ou Günther Oettinger ne sont gère connus. Des qualités de cette équipe dirigeante, il ne reste en mémoire que le «lumbago» du président Juncker en juillet 2018 (gloria.tv/Video/n7pCZ-ZaEnTm72dN6bURXdD7PK) ou son entrée en scène en juin 2015 (www.20min.ch/ausland/news/story/EU-Chef-Juncker-ohrfeigt-Regierungs-chefs-12300484). Cela reflète probablement aussi l'Etat de l'UE dans son ensemble.

Un citoyen normal n'a fondamentalement aucune influence sur l'administration de l'UE avec ses énormes autorités bureaucratiques que pratiquement personne ne connaît – sans parler des moyens de

contrôle. Cependant, la vie des individus est fortement réglementée, bureaucratisée et restreinte par Bruxelles. Depuis la proverbiale courbure de la banane jusqu'à l'alimentation obligatoire par des aliments contaminés par des pesticides, les bureaucrates bruxellois décident de tout (selon les chiffres officiels, 32 000 employés).

Lobbysme effréné

Depuis toujours et de plus en plus, l'un des plus grands problèmes à Bruxelles demeure un lobbysme sauvage et sans limites. Les consortiums internationaux, les banques, les fondations sont extrêmement actifs à Bruxelles, avec environ 25 000 lobbyistes afin d'infléchir les décisions en leur faveur. Loin de tout contrôle étatique, et évidemment sans aucun contrôle citoyen, on définit dans les salles de conférence des hôtels ou dans les dépendances des multinationales les positions à défendre par les décideurs. De cette façon, des décisions raisonnées et proches de l'intérêt citoyen – ayant été ou pouvant être prises au niveau national – sont vidées de leur substance, anticipées ou désactivées. Il est évident que des structures ou des syndicats criminels, telles la N'dranghetta ou diverses mafias essaient d'élargir leur influence dans ce milieu opaque.

Socialisme d'Etat style Bruxelles

Le centralisme de l'UE encourage la corruption et le népotisme par la redistribution massive des recettes (programmes de subventions de l'UE, mais aussi le Fonds de cohésion). La construction d'autoroutes ou de lignes ferroviaires avec des fonds de l'UE est proverbiale: des autoroutes finissant dans le néant, des lignes de chemin de fer et des aéroports sans suffisamment de passagers. En cela, l'UE est un exemple typique de l'antithèse d'un fédéralisme rationnel et ténu et fait plutôt penser à l'économie planifiée et au népotisme de l'époque du communisme étatique.

Une politique financière aventureuse

La politique financière de l'Union européenne ou de la Banque centrale européenne (BCE) est un désastre depuis le début. En liant de force les économies nationales individuelles à l'euro, on rend les Etats incapables de mener une politique financière et économique indépendante. Cette critique n'est pas nouvelle, elle avait déjà été formulée par des chercheurs renommés (Hankel, Nölling, Schachtschneider, Starbatty, 1997) avant l'introduction de l'euro. Il n'y a pas que la Grèce, l'Italie et la France qui souffrent aujourd'hui massivement de cet assujettissement forcé. Ces pays ne peuvent plus recourir à aucune dévaluation sensée de leur monnaie afin de rester compétitifs. Le lent appauvrissement de la population en est une conséquence à long terme, et pas seulement dans ces pays.

La masse monétaire de l'euro s'est, depuis 2008, accrue de façon irresponsable et continue d'augmenter. Un changement de cap de la politique monétaire n'est pas en vue. Là aussi, les avertissements d'experts renommés (par exemple Jens Weidmann en 2019) se perdent devant le seuil de la BCE. La façon dont on pourrait sortir de ce «quantitative easing» sans crise économique, sans inflation ou sans guerre, n'est toujours pas claire. Entretemps, les fortunes et les retraites des citoyens et des citoyennes fondent suite à la stricte politique de taux d'intérêt zéro.

Le fait que la politique financière soit plutôt favorable aux grandes banques internationales est-il dû au président de la BCE Mario Draghi (dont la réputation est plus que douteuse de par ses activités préalables à la banque Goldman Sachs, en rapport avec l'entrée de la Grèce dans la zone euro, et plus tard, avec la généreuse prise en charge de la dette publique de la Grèce par l'UE – au profit, justement, de ces mêmes grandes banques)?

Tous les Etats de l'Union européenne se sont entretemps vus contraints, en raison du pacte des responsabilités pour la stabilité

(FESF, MES) de devoir reprendre les dettes d'un ou plusieurs des Etats en faillite de la zone euro. Actuellement, cela peut arriver très vite. Ultime conséquence, les dettes doivent être apurées avec les avoirs des citoyens – l'adage de la «garantie des dépôts» devient lettre morte.

Sur le plan budgétaire, l'UE demeure à l'avenir aussi une «boîte noire». Tandis que dans les années 2000, il était encore possible d'être informé de manière critique au sujet de montants de plusieurs millions manquants, ou de la disparition des recettes gaspillées, (Paul van Buitenen, 2004), bizarrement, on est devenu, depuis quelques années, très discret sur ce sujet...

Le citoyen devient suspect – Orwell vous salue bien

Compte tenu de ces activités autoritaires et antidémocratiques, les décisions de l'UE, ses directives et les arrêtés de la Cour de justice européenne dans le domaine de la politique intérieure sont plus que douteux: l'Union européenne s'efforce ainsi d'édifier et d'aménager un système de surveillance qui observe, enregistre et traite le simple citoyen comme on le ferait avec un criminel. Toute la mémorisation des données, l'élaboration des profils de personnalité – dans le cadre des Accords de Schengen/Dublin également – ont lieu quasiment sans entraves. On agit de la même façon avec l'accès à Internet ou la liberté de la presse. Un reportage critique de l'UE se verra de plus en plus rangé dans la case «fake news» ou «hate speech».

Délabrement du système juridique

L'UE souffre d'un délabrement autocratique du système juridique. L'apogée a été atteinte avec la décision arbitraire de la Chancellerie allemande, de faire entrer tous les migrants dans l'espace Schengen/Dublin de l'UE ou en Allemagne. Cela va à l'encontre du droit en vigueur et de tous les accords (Dublin-Schengen). Tous les autres Etats de l'Union européenne et les pays associés, comme la Suisse, ont dû se soumettre.

Le système juridique de l'Union européenne souffre également d'un manque de transparence et de l'éloignement par rapport aux citoyens ordinaires. La Cour de justice européenne (CJEU) qui doit décider en dernier ressort, est composée de juges issus de 28 pays différents, avec des traditions juridiques et des systèmes juridiques différents tenant à peine compte des problèmes des autres Etats, mais rendant sur ceux-ci des jugements de très grande portée. Loin de toute réalité, ils réglementent le quotidien de 512 millions d'habitants.

L'UE, un projet de paix?

Après un bref aperçu de son réarmement, de ses liens étroits avec l'OTAN (Pesco) ainsi que les nombreuses aventures militaires de ses Etats-membres, le message promotionnel selon lequel l'UE serait un «projet de paix» peut être reclassé dans le domaine des contes de fées modernes. Les conséquences de toute action belliqueuse d'un Etat de l'Union européenne retombent sur tous les Etats-membres. Mots-clés: Serbie, Kosovo, Syrie, Yémen, Irak, Afghanistan, Libye, Ukraine, Mali. Les Etats neutres perdent ainsi inévitablement leur crédibilité (Suède, Autriche, Irlande). Parmi les procédés agressifs, on peut également classer la conduite de la politique extérieure, étroitement liée à celle des Etats-Unis, et menée de manière à attiser une confrontation avec la Russie et la Chine.

Sous contrôle constant d'outre-Atlantique

Les services de renseignement américains NSA espionnent tous les Etats de l'UE, et naturellement aussi Bruxelles, de manière systématique et illimitée. Tant sur le plan politique et militaire que sur le plan économique, aucune décision d'importance est prise sans qu'il en soit référé aux centres de pouvoir étatsuniens. – Ces centres de pouvoir ne correspondent d'ailleurs pas toujours au gouvernement officiel.

L'«unification européenne» ne fut en aucune façon européenne. Elle dut correspondre – à l'encontre de l'hagiographie bruxelloise – aux desiderata de Washington après la Seconde Guerre mondiale désirant diriger l'Europe à distance avec un seul numéro de téléphone, comme le décrit Werner Wüthrich de façon détaillée à l'aide du personnage-clé, Jean Monnet (cf. *Horizons et débats* n° 50 du 19/12/2011 et n° 3 du 23/1/2012).

Pas d'amélioration en vue

L'état de l'UE ou ses effets sur les Etats-membres est préoccupant. A partir d'une organisation supranationale se développe une forme d'Etat autocratique incluant une vaste mise sous tutelle de ses populations. Malgré toutes les affirmations de la part de l'Union européenne d'introduire davantage d'éléments démocratiques, ceux-ci n'ont toujours pas été mis en œuvre.

Les faits réunis ici sont tous publiquement accessibles. Il s'agit d'en prendre conscience et d'en tenir compte lorsqu'il y aura des décisions à prendre, notamment concernant l'établissement de liens plus étroits avec l'Union européenne. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Courrier des lecteurs

Au sujet de l'Accord-cadre institutionnel

Le simple fait qu'un accord aussi partial puisse être proposé pour des consultations internes est une preuve d'incapacité pour la politique du Conseil fédéral. Consciente de l'arrogance des dirigeants et négociateurs de l'UE (le Brexit servant d'exemple), la Suisse doit s'en prendre à elle-même:

- Il apparaît de plus en plus clairement que les négociateurs suisses semblent dépassés et se font naïvement piéger;
- pour des négociations d'une telle importance pour l'existence de la Suisse, il y a un manque flagrant de confiance en soi et de courage;
- les délégations suisses de négociation avec l'UE semblent dépassées et incompetentes, pourvues de personnes inaptes;
- on cherche en vain des préambules et des prémisses garantissant sans ambiguïté et sans réserve, comme condition de base, la souveraineté étatique, l'indépendance de la justice, le partenariat social, le droit d'initiative, le droit illimité au référendum, et bien plus encore;
- on manque d'informations sur ce qui doit être obligatoirement exclu, comme, par exemple, la directive sur les citoyens de l'Union qui comporte d'énormes risques.

Le projet actuellement sur la table devrait être broyé plutôt aujourd'hui que demain. Le mécontentement de la population est en hausse, quelle que soit le parti politique. Il est nécessaire d'abandonner l'exercice et de prendre un nouveau départ bien réfléchi et placé sur une large base à un stade précoce. Les prochaines élections ne doivent pas être un leitmotiv.

Le Conseil fédéral devrait depuis longtemps avoir réalisé qu'il était sur la mauvaise voie; quiconque a suivi l'audition publique organisée par la Commission des Affaires étrangères à la télévision et lu l'accord en question aura reconnu le danger. Si le Conseil fédéral continue à tergiverser, il perdra de plus en plus sa crédibilité. C'est pourquoi je lui demande de prendre la commande et d'agir rapidement!

Il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'un accord prévisible avec l'UE, mais celui-ci ne doit pas suivre la logique d'un «contrat de mariage», pour ne pas dire d'un «contrat colonial», mais plutôt celle d'un partenariat souple dans le respect mutuel.

Hans-Jacob Heitz, MLaw UZH, avocat et médiateur FSA, ancien juge administratif fédéral, ancien député cantonal

Le tracteur abandonné ou réflexions à propos de l'éducation

par Eliane Perret, enseignante spécialisée et psychologue

Récemment, alors que je rentrais peu après la tombée de la nuit à la maison, j'ai découvert au bord de la route un petit tracteur: un engin en plastique pour s'asseoir dessus et pour conduire, comme tant d'enfants souhaitent en avoir. Je m'imaginai la façon dont un enfant aux yeux pétillants avait déballé ce cadeau lors de son anniversaire. Maintenant, ce véhicule a déjà parcouru de nombreux trajets. L'image de ce tracteur ne m'a plus quittée et a nourri mes réflexions.

Les bonnes habitudes, un trésor pour la vie

Pourquoi le tracteur se trouvait-il seul au bord de la route? Et comment retournera-t-il à la maison? Quelqu'un devait en être responsable; comme pour beaucoup d'autres choses dans la vie aussi. Quelques enfants me sont venus à l'esprit. Nous sommes au travail et avons besoin d'une paire de ciseaux. Une première question fuse: «Où sont mes ciseaux?» Je dois réprimer l'impulsion de faire une recherche avec mes yeux. Et effectivement, l'enfant ayant posé la question s'active et commence lui-même à chercher dans ses affaires et à réfléchir où il a bien pu utiliser ses ciseaux la dernière fois. Rapidement, il les retrouve et le travail peut continuer. Très bien, car ces situations apparemment anodines posent le fondement d'une autonomie et d'une responsabilité adaptées à l'âge (une chose exigée à l'heure actuelle trop souvent des enfants au mauvais endroit). Et le tracteur? Le petit propriétaire de ce véhicule n'a-t-il pas appris à s'occuper de ses affaires, d'en prendre soin et de les ranger consciencieusement? De remplir ses obligations jusqu'au bout, également en jouant? Ce serait une habitude très utile pour sa vie future! Elle naît en développant de petits filaments que l'on peut entrelacer ensemble pour créer un fil robuste donnant sécurité et appui. Comment apprend-on cela?

Donner la certitude de soutien en cas de nécessité

Sur leurs chemins de vie, tous les petits enfants sont dépendants de l'assistance de leurs parents. Cela signifie-t-il épargner à l'enfant tous les obstacles sur son chemin? Ou bien ne doit-on pas plutôt l'encourager et le rendre apte à faire face aux exigences, de manière appropriée à son âge, et de surmonter les obstacles de ses propres forces? Cela donne de l'énergie et du courage! Il est vrai que la limite entre l'assistance parentale et la gênerie entravant le développement n'est pas toujours facile à trouver. On ne veut bien sûr pas exposer l'enfant à des dangers et exiger de lui des choses qui le dépassent. Il est naturel que l'enfant élargisse peu à peu son rayon d'action et veuille décider lui-même de plus en plus souvent. Le tracteur neuf doit l'accompagner partout, pendant la promenade et sur le terrain de jeu. Une belle idée! Mais que se passe-t-il lorsque les jambes sont devenues fatiguées et le tracteur encombrant? Comment réagir dans une telle situation? Chacun de nous a déjà vécu ou observé diverses

variantes: un enfant en larmes et une mère désespérée tirant d'une main le tracteur et de l'autre son enfant; ou alors un enfant aux joues toutes rouges qui, encouragé par sa mère continue à pédaler et arrive au but tout fier de l'exploit accompli. Cela est un réel défi pour les éducateurs. Ils doivent développer une sensibilité leur permettant de soigneusement distinguer entre des pleurs entêtés au moyen desquels un enfant tente d'imposer sa volonté et des pleurs exprimant un réel besoin d'assistance. C'est une tâche souvent exigeante. Non seulement les parents doivent savoir juger, de ce dont leur enfant est capable, pour ne pas lui en demander trop ou trop peu. Ils doivent peut-être aussi supporter le (faux) sentiment d'être des parents irresponsables s'ils ne réagissent pas tout de suite à chaque appel (prétendument) de détresse de leur enfant.

Ce sont ces situations – et la vie en réserve une multitude – qui rendent l'enfant sûr de lui. Il apprend à anticiper, à répartir ses forces, à planifier et aussi à rester persévérant quand une situation le requiert. Pour cela, l'enfant doit pouvoir développer la certitude de trouver du soutien en cas de nécessité. Cela lui permet de rester actif, de se relever sans perdre courage en faisant l'expérience que l'effort en vaut la peine. Ce ne sont pas que les muscles qui se fortifient, c'est toute la personnalité!

Grandir grâce aux exigences

Par l'éducation, les parents initient leur enfant à la vie. Celui-ci doit se sentir capable d'affronter les exigences de la vie. Pour cela, il lui faut l'attribuer des tâches sensées et adaptées à son âge au moyen desquelles il peut contribuer à la vie quotidienne de la famille. Même si cela n'est pas aussi simple qu'autrefois, suite à la vie moderne, on peut quand même faire de nombreuses activités dans une responsabilité commune. Un enfant de deux ans peut tout à fait ranger ses jouets, au début peut-être avec l'aide de papa ou de maman. Ou bien il essuie la poussière quand on fait le ménage – même si le résultat n'est pas aussi parfait que si la mère l'avait fait elle-même. Un peu plus tard, il peut aider à essuyer la vaisselle, à arroser les plantes et au début de sa scolarité, il sera capable de plier les serviettes à main, d'éplucher les légumes ou de passer l'aspirateur. Tout cela prend un peu plus de temps. Pourquoi ne pas accepter ce fait dans un monde, où l'on appelle à la «décélération»? Ces petites tâches quotidiennes portent en elles le germe d'une organisation réussie de la vie future. Les lamentations d'un enfant affirmant qu'il s'ennuie ne doivent pas être prises comme une exigence pour les parents d'organiser subito un programme d'activités. L'ennui peut devenir l'occasion de reprendre en mains les crayons de couleur et le papier à dessin et de devenir créatif, de transformer son lit en une «cabane» douillette ou de participer à un jeu de rôle avec les sœurs et frères ou les amis.

Un monde fait d'illusions sans réelles relations humaines

Le souhait d'avoir des liens sociaux avec autrui est un besoin fondamental de l'être humain. Commencer la journée avec un déjeuner pris en commun renforce le sentiment de sécurité et prépare les enfants au niveau corporel pour leur journée au jardin d'enfant ou à l'école. Il n'y a pas besoin de grands événements pour organiser ensemble le quotidien. Ce sont souvent de petites expériences qui restent inoubliables. Une promenade dans la forêt, un lézard sur le mur réchauffé au soleil, un dimanche après-midi pluvieux passé en jouant à un jeu de société, une histoire lue à haute voix le soir et beaucoup d'autres moments vécus ensemble dans un monde réel.

Par contre, cela fait froid au cœur de voir des bébés couchés ou assis dans leurs poussettes ou sièges de voiture équipés d'un appareil numérique, passant leur temps avec leurs «Shut-up-toys» munis d'applis ludiques et d'une quantité infinie de petits films qu'on leur met sous le nez à la place d'un sourire ou d'une causerie avec la mère. Les parents sont des personnes de confiance irremplaçables! Malheureusement, la vie devant l'écran devient ainsi une situation normale dès le plus jeune âge. Les enfants ne sont pas, bien sûr, en mesure d'évaluer les conséquences futures sur leur comportement: par exemple, leur ôter

la possibilité de découvrir le monde en toute tranquillité, d'observer la nature, de découvrir des liens et de développer de la patience. Même si l'on nous serine en toutes circonstances des argumentations soi-disantes «pédagogiques», comme quoi aujourd'hui l'ordinateur est utilisé dans tous les métiers et que pour leur avenir il est donc absolument nécessaire que les enfants apprennent à s'en servir le plus tôt possible. Cependant, ces affirmations gratuites ne tiennent pas la route lors d'un examen approfondi! Mais les parents sont ainsi malmenés dans leur vie de famille et accompagnent leurs enfants involontairement dans un monde fait d'illusions et sans réelles relations humaines.

Les défis de la vie comme opportunités de développement

Chacun sait que pour atteindre quelque chose, il faut s'engager. On ne peut pas acheter le succès au centre commercial. Il faut faire face aux échecs de manière constructive. La tour avec les briques de construction s'est écroulée, le dessin du chat n'est pas aussi bien réussi que celui du frère aîné, l'épreuve de mathématiques n'a pas donné un résultat avec une note maximale. Normalement, tout cela ne doit provoquer ni énervement, ni larmes, ni crise de colère. De même, il ne sert à rien de chercher la raison chez les autres. Ce n'est pas la faute à maman si j'ai les doigts gelés parce que je n'ai pas mis mes gants. Au contraire: que pourrais-je faire mieux la prochaine fois?

Les jalons des réactions émotionnelles sont posés dans la petite enfance. Si ces dernières ne sont pas propices et ne sont pas corrigées, elles peuvent se solidifier en des schémas de comportement gênants. C'est un processus de maturation émotionnelle. Quiconque apprend tôt à méditer ses propres actions mûrit dans sa personnalité. L'apprentissage de la marche en est un bon exemple. Les enfants apprennent la nécessité de constamment réessayer à faire quelque chose avec patience, effort et persévérance. Le développement humain se fait en dehors des zones de bien-être où la détente et le «dolce far niente» mènent au succès. Les parents aussi doivent faire un effort pour rester intérieurement calmes, bienveillants et sûrs dans les diverses situations critiques pouvant survenir. Cela fait partie des occasions normales de la vie de supporter des moments de tension. Il est bon pour personne de vouloir préserver les enfants de déceptions, même si cela fait aujourd'hui partie de la vie éducative quotidienne. Car de cette manière, on enlève aux enfants la possibilité de grandir grâce aux défis et de surmonter un besoin temporaire ou une déception au profit d'un but plus élevé. Les médias et la publicité font souvent croire aux enfants (et non pas seulement à eux) qu'on peut tout avoir en un clic et que quiconque n'y croit pas est un perdant. Ce n'est donc pas un hasard que beaucoup d'enfants et d'adolescents rêvent d'être un jour une superstar, un blogueur ou un «influencer» et de passer quotidiennement plusieurs heures sur les médias numériques et les réseaux sociaux ou avec des séries *Netflix*. Le réel succès durable et la satisfaction intérieure sont toujours résultat d'un astreignant processus de longue durée lié à son propre effort. En tant qu'adulte nous les soutenons sur cette voie et leur montrons, de manière adaptée à leur âge, avec empathie la direction à prendre.

Le trésor dans le débarras

Allons donc les rechercher dans le débarras, où ils ont été enfermés par l'esprit du temps: le zèle, la fiabilité, la gratitude, la décence, la considération pour autrui et l'honnêteté. Ce sont ces vertus (ou compétences sociales-émotionnelles, comme on les nomme de nos jours), qui aident à savoir créer une vie épanouie dans la communauté avec autrui.

Beaucoup d'enfants vivent aujourd'hui dans des situations privilégiées. La vie quotidienne est assurée au contraire des générations précédentes. L'éducation des parents est souvent portée par le désir de permettre à leurs enfants d'avoir une meilleure situation qu'ils ont eue eux-mêmes. Mais cela ne signifie pas que les enfants doivent devenir indifférents à la performance de vie de leurs ancêtres. C'est à nous de transmettre ce sentiment à notre progéniture. Cela favo-

rise la relation avec autrui, la participation au destin des autres et le désir de vouloir soi-même apporter sa contribution.

La politesse et la décence sont-elles véritablement ringardes? Les mots magiques «s'il te plaît» et «merci» – ne sont-ils pas une expression de l'attention et du soin dans le contact avec autrui? Les repas pris en commun sont un excellent terrain d'apprentissage. Les enfants n'exercent pas seulement les bonnes manières à table mais ils apprennent également la culture du dialogue en famille. S'écouter mutuellement, suivre la pensée de l'autre et la développer, au lieu de se mettre constamment soi-même au centre, sont des expériences importantes. L'empathie et la solidarité peuvent grandir. Ou bien, qu'en est-il de l'honnêteté? Elle est un bien précieux et constitue la base de la réputation et de la confiance parmi son entourage. Dans le monde imaginaire des médias numériques, le mensonge fait partie des habitudes usuelles. On adopte un autre nom et une autre identité et on présente sur Facebook ou d'autres médias «sociaux» les beaux côtés de la vie. Dans la vie réelle de telles habitudes mènent souvent à la fin d'amitiés, de mariages, de rapports de travail etc. et à de grandes déceptions, souvent difficiles à surmonter.

C'est à nous adultes de trouver le courage et de guider les enfants pour que dans leur monde émotionnel ces vertus soi-disant ringardes reprennent leur place méritée.

L'éternelle dernière exception

Au cours des dernières années, beaucoup de valeurs, de positions et de pratiques ont sournoisement changé. On peut considérer cela comme normal et mettre de côté d'éventuels doutes comme obsolètes et ringards. Cela dispense de la tâche d'entreprendre quelque chose. On s'épargne ainsi des discussions même si les sources de friction produisent normalement une chaleur (interhumaine) aidant toutes les personnes concernées de refléter une position intérieure. L'excuse est rapidement prête: «Bon, alors je te le permets exceptionnellement, mais c'est la toute dernière fois.» Combien de fois déjà? Celui par contre qui est convaincu que certains développements dans le comportement de l'enfant pourraient menacer sa vie future, doit s'activer, au risque d'entrer en contradiction avec soi-même, avec autrui et avec les courants sociétaux. Les enfants sont des observateurs attentifs. Ils réalisent parfaitement, où l'autre recule et où il reste convaincu intérieurement. Cela se transforme en modèle pour eux: par exemple, à l'école où certaines tâches ne font pas plaisir ou sont parfois un peu ennuyeuse et demandent de l'endurance. Un sentiment de satisfaction et de fierté après le travail accompli en est la récompense. Quiconque a vécu cela va peut-être moins hésiter devant la prochaine tâche à résoudre et sera plus confiant, car il a grandi dans son estime personnelle. La résistance et les conflits peuvent se transformer en motivation pour trouver une solution – et les enfants en sont aussi capables.

En conclusion

Le lendemain, le tracteur ne se trouvait plus au bord de la route. Comment était-il rentré à la maison? Peut-être que son propriétaire s'était souvenu de lui et a entrepris de venir chercher son véhicule. Espérons-le! Ainsi, il aurait progressé d'un pas dans son développement. S'il continue dans cette voie, il deviendra un adulte estimé sachant attaquer les tâches de la vie avec confiance, de s'engager avec courage pour les problèmes de ses semblables et pour la société.

(Traduction *Horizons et débats*)

Parmi d'autres, voici les livres m'ayant inspirée à rédiger cet article et qui m'ont accompagnée lors de la rédaction:

Adler, Alfred. *Kindereziehung*. Frankfurt a. M. 1976
Druckermann, Pamela. *Warum französische Kinder keine Nervensägen sind. Erziehungsgeheimnisse aus Paris*. München 2013. ISBN 978-3-442-39245-2

Müller, Andreas. *Schonen schadet. Wie wir heute unsere Kinder verziehen*. Bern 2018. ISBN 978-3-0355-1088-1

Seif, Leonhard/Zilahi, Lad. *Selbsterziehung des Charakters. Alfred Adler zum 60. Geburtstag gewidmet von seinen Schülern und Mitarbeitern der Individualpsychologie*. Leipzig 1930

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH6409000000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Événements de la coopérative Zeit-Fragen à la Foire du livre de Leipzig



Leipziger Buchmesse

Leipzig liest
21. 24. März 2019

Le journal «Zeit-Fragen/Horizons et débats» sera, aussi cette année, présent à la Foire du livre de Leipzig. Le stand se trouve dans le hall 4, n° A 102. Dans le cadre de «Leipzig liest», la «coopérative Zeit-Fragen» invite les visiteurs à participer à cinq animations au sein de la Foire et lors d'une soirée conférence-débat.

«La lecture – voie royale vers la formation de l'esprit». Présentation du 2^e volume d'un livre de lecture pour élèves de 2^e et 3^e classe primaire

Intervenants: Renate Dünki (CH), Rita Brügger (CH)

Les deux volumes de l'ouvrage «Mein liebstes Lesebuch» sont destinés aux élèves du primaire. Ces livres de lecture contiennent essentiellement les résultats escomptés de la littérature: ils permettent aux enfants de participer à la pensée et aux sentiments d'autrui, ils développent leur empathie envers les autres personnes, ils élargissent leur compréhension de l'environnement et ils sont aussi des modèles linguistiques – voilà comment raconter une histoire! De nombreuses histoires quotidiennes positives donnent aux enfants des modèles avec lesquels ils peuvent se comparer et s'identifier. Les histoires, les poèmes, les instructions de jeu ou les devinettes offrent une grande variété de matériel de lecture correspondant au vécu des enfants pour chaque saison de l'année. Les enfants aiment les jeux de langage ou les rimes, ils développent un sentiment pour le rythme et le son de la langue. Les réactions nous montrent que de nombreux parents, grands-parents ou enseignants aiment aussi raconter ces histoires, les lire ensemble ou les utiliser pendant leurs cours.

Jeudi 21 mars, 12h00–12h30

Forum Enfants – Jeunesse – Education, Halle 2, Stand B600

La numérisation n'est pas une solution – c'est l'enseignant qui compte!

Intervenants: Josef Nyari (Allemagne), Urs Knoblauch (Suisse), Manfred Strankmann (Suisse)

L'utilité et les possibles conséquences néfastes des médias numériques (PC, portables,

tablettes ou smartphones) dans les écoles sont controversées depuis leur introduction. Avec des programmes «d'apprentissage» numériques, on vise à remplacer l'enseignant ainsi qu'à gérer et contrôler en permanence les activités des élèves au cours de leur apprentissage. Les enseignants sont réduits en simples accompagnateurs d'apprentissage et en coach social. Un bon enseignement peut-il réussir ainsi? Un enseignant actif et disponible qui dirige des cours didactiquement bien structurés, en donnant des instructions de travail claires et des tâches d'apprentissage maîtrisables est indispensable pour un apprentissage réussi pour la plupart des élèves. Quel rôle l'enseignant joue-t-il dans le processus d'apprentissage? Qu'est-ce qu'un bon enseignement? Quelles sont les méthodes pédagogiques particulièrement efficaces? La dimension éthique de la numérisation est susceptible d'être une question-clé. Nous aimerions discuter de ces sujets avec vous.

Jeudi 21 mars, 13h00–14h00
CCL, Mehrzweckfläche 2

Savoir faire confiance en notre temps

Intervenant: Moritz Nestor (CH)

La confiance est un bien précieux. C'est une grande responsabilité pour chacun, où qu'il vive, de développer la confiance mutuelle et de la façonner au quotidien sans la compromettre inutilement dans les conflits politiques souvent féroces de notre temps. Chez trop de personnes, elle est en danger ou déjà détruite. Et c'est souvent un long chemin à parcourir pour la reconquérir, pour que, malgré des circonstances adverses, l'humanité et la solidarité puissent à nouveau s'épanouir. Ce n'est que si nous rencontrons l'autre en toute honnêteté sur un même pied d'égalité que la confiance peut (à nouveau) apparaître.

Jeudi 21 mars, 19h30–21h30

Die Brücke – Begegnungshaus, Zollkofer Strasse 21, Am Volkmarksdorfer Markt, 04315 Leipzig

La Bibliothèque Peter Sodann (littérature de la RDA de 1945 à 1990) se transforme en une société coopérative

Intervenants: Peter Sodann (D), Dietmar Berger (D)

Peter Sodann, né en 1936, est un ancien acteur, directeur de théâtre et créateur culturel de renom en RDA et en Allemagne réunie. Il est connu d'un grand public en tant

que commissaire de police Ehrlicher dans la série télévisuelle «Tatort». Sa collection de littérature de la RDA allant du 9 mai 1945 au 2 octobre 1990 est également bien connue: lorsqu'on recommença, en 1990, à détruire en Allemagne des livres pour des raisons idéologiques et politiques – non pas dans des lieux publics comme après 1933, mais dans des usines d'incinération de déchets ou des centrales électriques – Peter Sodann ne put l'admettre. Il commença à récolter, préserver et conserver les livres et les écrits des nouveaux länder («Beitrittsgebiet») afin de les rendre accessibles au public. Initialement ce fut une initiative individuelle avec de l'argent privé, puis cela s'est transformé en un stock d'environ 2,5 millions de livres. Bien qu'il y ait un certain nombre de sympathisants et de soutiens, le grand fardeau de cette institution repose toujours et encore sur Peter Sodann et son épouse. Peter Sodann voit loin. Qu'advient-il du travail de sa seconde vie lorsqu'il ne pourra plus y participer au quotidien? Qu'advient-il de cet héritage, de son héritage? Une coopérative. «Ce que tu ne peux pas faire seul, allie-toi à d'autres qui veulent la même chose.» Cette phrase de Hermann Schulze-Delitzsch est le leitmotiv de la nouvelle coopérative «Peter-Sodann-Bibliothek eG – Wider dem Vergehen», fondée le 17 novembre 2018 par plus de 50 membres fondateurs. A l'avenir, elle s'occupera de la collection de livres et poursuivra ainsi à préserver pour les générations futures une grande partie de l'histoire, de la culture et de la science de la RDA comme une partie intégrante de l'histoire allemande.

Vendredi 22 mars, 10h30–11h00

Leseinsel Sachbuch + Buchkunst, Halle 3, Stand B600

Nous formons la commune! La démocratie directe doit être construite de bas en haut

Intervenants: René Roca (CH), Stephan Lausch (I), Michael von der Lohe (D), Christian Machek (A), Peter Neumann (D)

La démocratie directe est un sujet très actuel en Europe et dans le monde. La question de la démocratie directe figure à l'ordre du jour politique de partis très divers. De nombreux partisans de la démocratie directe s'intéressent au modèle suisse, qui présente des avantages évidents: la démocratie directe atteint un haut niveau de satisfaction de la population à l'égard des institutions étatiques au détriment des partis puissants et de l'élite politique.

L'«Institut de recherche pour la démocratie directe» (www.fidd.ch), fondé il y a cinq ans par René Roca, vise à réévaluer historiquement cette forme de démocratie. Les premiers résultats de la recherche montrent que la démocratie directe doit être construite de bas en haut, intégrée dans un système politique fédéraliste et subsidiaire. L'idée coopérative a joué un rôle central dans ce processus en Suisse. Le principe coopératif a d'abord mûri au niveau de la commune et a fait progresser de manière décisive la démocratie directe. Viennent ensuite les cantons qui, au XIX^e siècle, introduisirent les instruments de la démocratie directe que sont le référendum et l'initiative, qui furent finalement intégrés au niveau national à la fin du XIX^e siècle. Cette animation vise à discuter des résultats de ces recherches avec des intervenants venus d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et de Suisse.

Samedi 23 mars, 11h00–12h00

CCL, Mehrzweckfläche 4, Fachforum 4

Erlangen/Jena et Vladimir: exemple de partenariat citoyen vivant. Jumelages germano-russes: une contribution à la compréhension entre les peuples et à la paix

Intervenants: Leonhard Hirl (D), Wolfgang van Biezen (CH)

Les jumelages entre villes germano-russes sont un élément important pour la poursuite du dialogue entre les deux pays et peuvent indiquer des alternatives à la confrontation. Souvent, ce sont des citoyens individuels qui font bouger les choses, comme le montre l'exemple du jumelage entre les villes d'Erlangen et de Vladimir. Une particularité de ce jumelage est qu'une ville d'Allemagne de l'Est et une autre de l'Allemagne de l'Ouest forme trilatéralement un partenariat avec Vladimir. Ce jumelage vit grâce à un engagement citoyen très fort. Leonhard Hirl, a obtenu la lettre d'honneur sociale de la ville d'Erlangen pour son engagement en faveur de ce jumelage et présentera toutes les implications de ce partenariat. L'encouragement à la compréhension entre les peuples et à la paix est l'une des principales préoccupations du journal suisse «Zeit-Fragen/Horizons et débats». Cette réunion dans le cadre de la Foire du livre de Leipzig 2019 a pour but de rappeler l'importance des jumelages et appelle à créer, approfondir et élargir de tels partenariats – notamment à l'heure actuelle – avec des villes russes.

Samedi 23 mars, 16h30–17h00

Leseinsel Sachbuch + Buchkunst, Halle 3, Stand B600

La «formation numérique»: une aberration!

Colloque de l'association des parents d'élèves du Bade-Wurtemberg

par Tankred Schaer

Il ne peut pas y avoir de «formation numérique». C'était la conclusion de l'intervention de Peter Hensinger, invité à Stuttgart le 9 février par l'association de parents d'élèves du Bade-Wurtemberg «Elterninitiative Schule Bildung Zukunft» (www.elterninitiative-schule-bildung-zukunft.de) et à laquelle plus de 70 participants ont assisté. Fort de ses études durant plusieurs années à propos de la littérature de cette thématique, l'orateur développa son argumentation et confirma les témoignages apportés par quelques livres récemment parus sur le sujet, dont les deux ouvrages intitulés «Kein Mensch lernt digital» [Personne n'apprend de manière numérique] (par Ralf Lankau) et «Die Lüge der digitalen Bildung» [Le mensonge de la formation numérique] (par Ingo Leipner et Gerald Lembke).

Pourquoi cette réunion, alors même que tout semble clair et sans équivoque? Au cours de la discussion, il est apparu que malgré les résultats manifestes de la recherche scientifique, une forte pression est exercée en faveur de l'introduction des médias numériques dans les écoles. Dans ce contexte intervient, le 20 février, le compromis de la Commission de conciliation du Bundestag et du Bundesrat, sur un amendement très discuté de la Loi fondamentale portant sur un montant de 5,5 milliards d'euros de fonds fédéraux alloués aux écoles dans le cadre d'un soi-disant «pacte numérique».

Quiconque appelle à la prudence est dénigré, qualifié comme hostile au progrès et mis sur le même plan que ceux qui, il y a deux siècles, avaient mis en garde contre l'introduction des chemins de fer. Il ne s'agit pourtant pas là de diaboliser les médias numériques.

Au début de son intervention, Peter Hensinger a clarifié ce qu'on entend par «formation numérique»:

«On ne veut pas du tout dire par là que les enseignants vont pouvoir utiliser à leur gré les médias numériques et les logiciels comme des outils utiles dans les cours, et que les élèves vont apprendre, par exemple, Word, Power Point ou Excel [...]. Dans la «formation numérique», il ne s'agit pas non plus d'éduquer à l'utilisation des médias, ce qui est incontestablement une nécessité à l'école. En réalité, il s'agit de tout autre chose: [...] Avec la réforme de la formation numérique, il s'agit d'un changement d'orientation de l'instruction publique. De même que les robots gèrent indépendamment la production dans l'industrie 4.0, des ordinateurs et des algorithmes doivent diriger l'enseignement de façon autonome.»

Qu'est-ce que cela signifie pour l'enseignant au quotidien? Peter Hensinger a alors cité un extrait d'une brochure du Groupe Bertelsmann:

«Le logiciel «Knewton» radiographie tous les participants au programme d'apprentissage. Le logiciel observe et stocke minutieusement ce qu'apprend l'élève, comment il l'apprend et dans quel laps de temps. Chaque réaction de l'utilisateur, chaque clic de souris, chaque frappe de touches, chaque bonne et chaque mauvaise réponse, chaque page consultée et chaque arrêt, tout est mémorisé.»

Et on travaille réellement sur ce scénario effarant. C'est ainsi qu'à Kaiserslautern, au Deutsches Forschungszentrum für Künstliche

Intelligenz [Institut allemand de recherches sur l'intelligence artificielle], on développe pour la «classe du futur», des systèmes de surveillance des élèves, comme l'«Eye-Tracking» et la reconnaissance vocale et gestuelle. En mesurant la température du visage au moyen de caméras infrarouges, on peut déterminer la charge de stress de l'apprenant. La combinaison de telles sources de données avec les algorithmes intelligents du procédé du «Deep-Learning» permet d'avoir un point de vue totalement nouveau sur les «processus d'études individuels et les dynamiques de groupe».

Comment peut-on empêcher de tels développements? Un débat intensif sur ce sujet a eu lieu entre les participants. Le but des organisateurs était de donner la parole et d'offrir un forum aux parents concernés, de leur mettre sous les yeux les exigences de l'école et de la société, mais aussi de clarifier le point de vue sur la situation au sein de l'enseignement.

La mise en place des réseaux, des programmes d'apprentissage et du matériel nécessaire représente une affaire de plusieurs milliards. Il n'existe pas de résultats basés sur la recherche scientifique pouvant étayer et justifier l'introduction de cette sinistre technique. Pourtant, dans les médias, on continue à essayer de nous convaincre que seule la digitalisation totale des écoles pourra nous garantir un futur en tant que nation éduquée. C'est cependant exactement le contraire.

Dans d'autres pays, on en a déjà tiré les conséquences. Avec étonnement, les auditeurs apprirent qu'entre-temps la totalité des «écoles de Steve Jobs» des Pays-Bas – pourtant si vantées – avaient été fermées.

Elles étaient considérées comme le prototype numérique pour la «sortie de l'âge de la craie». En 2012 en Australie, après une chute spectaculaire dans le classement Pisa, près de 2,4 milliards de dollars australiens ont été investis dans l'équipement en ordinateurs portables dans les écoles. Depuis 2016, on a commencé à les retirer de la circulation. Les élèves les ont utilisés pour toutes sortes de choses, simplement, ils n'ont rien appris. La même chose s'est produite en Corée du Sud, en Thaïlande, aux USA et en Turquie.

En Allemagne non plus, aucune école n'est obligée de par la loi à installer un réseau Wi-Fi. On ne peut pas obliger les enseignants à avoir recours à des médias qu'il ne veut pas utiliser. Les parents peuvent se renseigner, lors de réunions parentales, sur les concepts pédagogiques, si les logiciels commencent à diriger seuls l'«apprentissage autogéré».

Il est grand temps d'amorcer une nouvelle tendance. Au début de son intervention, Peter Hensinger a cité une étude sur le changement de comportement dans les loisirs des jeunes. En 5 ans seulement, l'utilisation du smartphone a fait un bond de 75%. Dans le même espace de temps, d'autres activités ont diminué: les jeux partagés avec d'autres enfants de 13%, les rencontres avec les parents ou grands-parents de 19%, les réunions avec des amis à la maison de 29% et le fait d'inviter ou d'être invité de 42%. Les dégâts causés par l'intrusion forcée – et uniquement inspirée par des motifs financiers – des médias numériques, sont évidents. Les parents et les enseignants voulant s'y opposer ont, dans ce domaine, tous les bons arguments de leur côté.

(Traduction Horizons et débats)